

IV. POLITIQUES COMMERCIALES PAR SECTEUR

1) APERÇU GÉNÉRAL¹

1. Pendant la période à l'examen, le secteur de l'agriculture et de la sylviculture a continué de contribuer à l'expansion et à la diversification des exportations chiliennes. Le niveau de protection tarifaire et de soutien accordé par le Chili à ce secteur est peu élevé; toutefois, la protection est susceptible de fluctuer dans le cas des produits relevant du système de fourchettes de prix. Le soutien interne vise essentiellement la petite agriculture et ne comprend pas de mesures basées sur la production. L'aquaculture joue un rôle de plus en plus important et intervient pour plus des deux tiers des exportations du secteur de la pêche. La participation des étrangers à la pêche et à l'aquaculture est soumise à certaines restrictions.

2. Les exportations des industries extractives représentent plus de 60% de la valeur des exportations chiliennes de marchandises et ce secteur est le principal bénéficiaire de l'investissement étranger. L'État joue un rôle stratégique dans les industries extractives, en particulier dans la production de cuivre. La productivité du secteur manufacturier s'est accrue, en partie du fait de l'ouverture commerciale et de l'application de politiques d'incitations transversales; l'industrie continue d'utiliser de façon intensive les ressources naturelles. Le Chili dépend des importations pour satisfaire les deux tiers de sa consommation d'énergie. Pendant la période considérée, le secteur énergétique a dû affronter des problèmes qui se sont répercutés sur le comportement de l'économie; des mesures visant à stabiliser les prix internes et à garantir la durabilité de l'offre d'énergie ont été appliquées. Les entreprises nationales et étrangères peuvent participer au secteur énergétique.

3. Le secteur des services génère près de 67% du PIB du Chili. Les concessions de services publics de télécommunication et de services intermédiaires sont accordées à des entreprises constituées au Chili, indépendamment de l'origine du capital. Le Chili n'a pas souscrit d'engagements dans le cadre de l'AGCS en ce qui concerne la fourniture de services de télécommunication de base sur le marché local. L'approbation de l'organisme de réglementation est nécessaire pour créer un établissement financier. Les banques et les compagnies d'assurances étrangères doivent se constituer en sociétés anonymes au Chili, ou établir des succursales disposant d'un capital distinct. Dans le cas des assurances, la création de succursales est autorisée depuis 2007. Depuis cette même date, les compagnies d'assurances étrangères des pays avec lesquels le Chili a souscrit un traité international en la matière sont également autorisées à commercialiser des assurances transport maritime international, aviation commerciale et marchandises en transit.

4. En matière de transport aérien commercial, le Chili applique une politique de ciel ouvert sous réserve de la règle de la réciprocité concernant l'accès des entreprises étrangères au marché. Le pays a négocié 43 accords bilatéraux en matière de transport aérien, avec différents degrés d'ouverture. Le Chili exige la réciprocité en ce qui concerne les cargaisons du trafic maritime international. Le cabotage est réservé aux navires immatriculés au Chili, mais des exceptions sont autorisées. Pour qu'un navire puisse être immatriculé au Chili, plus de 50% de son capital doit appartenir à des personnes physiques ou morales de nationalité chilienne. Un impôt de 5% est appliqué sur les recettes perçues par des personnes non domiciliées au Chili à titre de fret maritime international, sauf si le pays où les navires sont immatriculés offre la réciprocité. La participation étrangère aux ports et aéroports chiliens ne fait l'objet d'aucune restriction.

¹ Dans les chapitres III et IV, les chiffres en pesos chiliens ont été convertis en dollars des États-Unis au taux de 587,32 pesos par dollar EU, ce qui représente la moyenne arithmétique du taux de change du dollar observé pendant les six premiers mois de l'année 2009. Par ailleurs, les unités de compte (UF) ont été converties en dollars EU à un taux de 35,9 dollars EU par UF, ce qui correspond à la moyenne arithmétique de la valeur de l'UF pendant les six premiers mois de l'année 2009.

5. Un diplôme professionnel valide est exigé pour exercer une profession réglementée au Chili. Les diplômes étrangers doivent être certifiés auprès de l'Université du Chili, à moins qu'ils ne soient reconnus par suite d'accords internationaux. Seuls les ressortissants chiliens et les étrangers ayant étudié le droit au Chili peuvent exercer la profession d'avocat dans le pays. Cependant, les avocats diplômés à l'étranger peuvent offrir un service de conseil sur le droit étranger. Les ingénieurs titulaires de diplômes étrangers engagés par contrat pour effectuer un travail au Chili doivent obtenir l'autorisation du Collège des ingénieurs. Les comptables titulaires d'un diplôme étranger peuvent établir un cabinet de conseil au Chili, mais doivent être associés au moins à une personne titulaire d'un diplôme valide lui permettant d'exercer la profession au Chili.

2) AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

6. Le secteur de l'agriculture et de la sylviculture a joué un rôle important dans le développement économique du Chili et contribué à la rapidité de l'expansion et de la diversification des exportations au cours des dernières années. Le niveau de protection tarifaire et de soutien qu'accorde le Chili aux produits agricoles est relativement faible; la protection peut cependant varier dans le cas des produits soumis à la fourchette des prix (blé, farine de blé et sucre). Bien que les dépenses publiques dans le secteur agricole aient augmenté pendant la période à l'examen, l'aide aux agriculteurs s'est considérablement réduite pendant la dernière décennie. Le soutien s'adresse particulièrement à la petite agriculture. Le Chili n'applique pas de mesures de soutien fondées sur la production.

i) Caractéristiques générales

7. Entre 2003 et 2008, le PIB du secteur chilien de l'agriculture et de la sylviculture (qui comprend les activités de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture, mais n'inclut pas les activités de transformation) a augmenté à un taux réel moyen de 5,5% annuel, tandis que son poids dans le PIB à prix constants est passé de 3,6 à 3,7%.² L'emploi a diminué dans ce secteur, passant de 12,7% de la population active totale en 2003 à 11,1% en 2008.³

8. Le Chili est un important exportateur de produits agricoles et forestiers.⁴ En 2008, les exportations de ces produits se sont élevées à 12 743 millions de dollars EU (contre 5 934 millions de dollars EU en 2003), et ont représenté 19% des exportations totales. Le sous-secteur agricole est intervenu pour 53% dans les exportations de produits agricoles et forestiers, suivi par le sous-secteur forestier (38%) et celui de l'élevage (9%).⁵ La croissance des exportations agricoles et forestières s'est accélérée ces dernières années, à mesure que de nouveaux produits comme la volaille, le porc, les viandes rouges et les produits forestiers se sont ajoutés aux exportations de fruits et de vin. En 2008, les principaux produits exportés ont été les suivants: raisins, pâtes chimiques de conifères et d'autres bois, fruits de climat tempéré (baies et autres), viande de porc et autres ouvrages en bois.⁶ Le Chili est le cinquième exportateur mondial de vin et le premier exportateur de fruits de l'hémisphère Sud.⁷

² Renseignements de la Banque centrale du Chili. Adresse consultée: http://si2.bcentral.cl/Basededatos_economicos/.

³ Renseignements de l'Institut national de statistique. Adresse consultée: <http://www.ine.cl/>.

⁴ Dans cette section, les données relatives au commerce sont basées sur la définition des produits agricoles et forestiers utilisée par le Chili, c'est-à-dire qu'elles tiennent compte des produits agricoles, des produits de l'élevage et des produits forestiers.

⁵ Renseignements de l'ODEPA. Adresse consultée: <http://www.odepa.go.cl/servlet/sistemas.sice.balanza>.

⁶ Renseignements de l'ODEPA. Adresse consultée: <http://www.odepa.go.cl/servlet/sistemas.sice.balanza>.

⁷ The Economist Intelligence Unit (2008).

Selon la définition utilisée au chapitre I, en 2008 les exportations agricoles ont atteint 15 605 millions de dollars EU et représenté 23,3% des exportations totales (voir le chapitre I).

9. En 2008, le Chili a importé des produits agricoles (selon la définition du chapitre I) pour une valeur de 4 554 millions de dollars EU, soit l'équivalent de 8% des importations totales. Le Chili importe une proportion élevée de la consommation nationale de céréales (blé, soja, maïs, orge), d'huiles animales et végétales, de viande bovine et de sucre.

10. Le Recensement agricole et forestier national de 2007 indique qu'il existe au Chili environ 301 000 exploitations agricoles dont 73% ont moins de 20 hectares, tandis que les biens-fonds de plus de 500 hectares représentent 2% du total. La superficie totale destinée aux cultures, à l'élevage et aux plantations forestières avoisine les 19 millions d'hectares. Les résultats du recensement des superficies cultivées montrent, par rapport à la décennie précédente, une confirmation de la tendance à remplacer les cultures traditionnelles (céréales, légumineuses, tubercules et fourrages) par des produits pour lesquels le Chili bénéficie d'un avantage comparatif, comme les arbres fruitiers, la vigne et les produits forestiers.

11. Dans une étude récente, l'OCDE signale que le secteur agricole chilien a joué un rôle clé dans les résultats favorables obtenus par l'économie du pays en contribuant à accroître les revenus et à réduire la pauvreté, même si le revenu des petits exploitants n'a toujours pas connu de changements significatifs.⁸ L'OCDE estime dans cette étude que le secteur a été favorisé par la stabilité de l'environnement macro-économique et l'ouverture du régime commercial, caractérisée par un droit NPF uniforme de 6% et un droit de douane moyen effectif même inférieur à celui-ci grâce au large réseau d'accords préférentiels conclus par le Chili. De ce fait, les exportations agricoles ont connu une croissance rapide, principalement en ce qui a trait aux produits à forte valeur ajoutée comme les vins et les fruits.

ii) Objectifs de politique et cadre institutionnel

12. Le Ministère de l'agriculture, par le biais du Bureau des études et politiques agricoles (ODEPA), est chargé de la formulation et de l'analyse de la politique agricole et forestière. Les principaux axes de cette politique, qui sont demeurés stables pendant la période à l'examen, sont les suivants: faire du Chili une puissance alimentaire et forestière; promouvoir le développement agricole y compris avec la participation du petit et moyen agriculteur; favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles et la protection de la biodiversité. Le Programme stratégique 2008-2010 du Ministère de l'agriculture envisage divers domaines d'intervention parmi lesquels l'incitation à l'innovation au moyen de *clusters* et de consortiums technologiques, la création de nouveaux marchés à l'exportation, l'amélioration des contrôles de l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires à la frontière, le développement de la génétique animale et végétale et la protection de l'environnement et des forêts naturelles.⁹

13. Pour mettre en œuvre la politique agricole et forestière, le Ministère de l'agriculture s'appuie sur différents organismes placés sous sa tutelle, parmi lesquels il faut signaler, outre l'ODEPA, l'Institut de développement de l'agriculture (INDAP), le Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG), la Société nationale des forêts (CONAF) et la Commission nationale de l'irrigation. En 2008, le budget alloué au Ministère de l'agriculture s'est élevé à l'équivalent de 334 795 millions de pesos

⁸ OCDE (2008).

⁹ Renseignements en ligne du Ministère de l'agriculture, Programme stratégique 2008-2010. Adresse consultée: <http://www.minagri.gob.cl/contenidos.php?code=DQJDAVpqB1wMR1MMWlwOCQ46MmE2M2Y2MTE%3>.

chiliens (environ 570 millions de dollars EU), dont 45,9% ont été attribués à l'INDAP, 22,5% au SAG, 14,6% à la CONAF, 1,7% à la Commission nationale de l'irrigation et 1,1% à l'ODEPA.

14. Le Chili a pris une part active aux négociations sur l'agriculture dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, et également présenté de nombreuses propositions dans ce domaine en tant que membre du G-20.¹⁰ Le Chili cherche plus particulièrement à obtenir des résultats ambitieux en matière de réduction ou d'élimination de toutes les formes de subvention ayant des effets de distorsion sur les échanges, ainsi qu'une amélioration véritable de l'accès aux marchés, surtout pour les produits de l'arboriculture fruitière.

15. Les accords commerciaux régionaux conclus par le Chili ont permis au pays de négocier l'ouverture de marchés pour ses produits agricoles, tout en réduisant le niveau général de protection interne. Toutefois, dans la plupart de ces accords, les délais prévus pour l'élimination des tarifs appliqués à certains produits agricoles sensibles, par exemple à ceux qui sont soumis au système de la fourchette des prix, ont été prolongés. Quelques-uns des produits ont même été exclus du programme de suppression des droits. Le Chili estime que le développement de ses exportations agricoles est lié aux possibilités d'accès aux marchés découlant des accords commerciaux régionaux.

iii) Indicateurs de soutien à l'agriculture

a) OCDE

16. Selon les estimations de l'OCDE, entre 2004 et 2007 l'aide publique aux producteurs agricoles chiliens (estimation du soutien au producteur ou ESP¹¹) a représenté en moyenne 4,5% des revenus des exploitations agricoles (tableau IV.1). Ce chiffre correspond à un peu plus de la moitié de l'aide accordée par le Chili voici dix ans, et il est notablement inférieur à la moyenne actuelle des pays de l'OCDE (26% en 2005-2007). Le soutien du prix du marché octroyé par le Chili est passé de 47% de l'ESP en 2004 à seulement 13% en 2007, et les prix payés aux agriculteurs chiliens n'ont dépassé que de 1% les prix internationaux pendant la période 2005-2007.¹² L'OCDE signale que le Chili n'accorde pas de soutien fondé sur la production.

17. Simultanément à la réduction des mesures de soutien qui produisent le plus de distorsions, les dépenses publiques consacrées au secteur agricole dans son ensemble ont augmenté. Entre 2004 et 2007, les versements aux agriculteurs liés à l'irrigation de parcelles, aux intrants, à l'amélioration de la productivité et à la formation professionnelle ont enregistré une augmentation soutenue, tout autant que les dépenses publiques destinées aux services d'intérêt général pour l'agriculture (estimation du soutien aux services d'intérêt général ou ESSG) tels que l'infrastructure, la recherche-développement et les services d'inspection. En 2007, l'ESSG a représenté 37% de l'aide totale au secteur.¹³ Par ailleurs, les coûts pour les consommateurs (estimation du soutien au consommateur, ou ESC), qui constituent un impôt implicite, ont diminué, passant de 5% à 1% entre 2004 et 2007. L'estimation du soutien total (EST), qui comprend les transferts des consommateurs et des contribuables ainsi que les recettes budgétaires nettes, est demeurée stable et représente seulement 0,28% du PIB du Chili (contre 0,97% en moyenne dans les pays de l'OCDE).

¹⁰ Le G-20 est composé des pays suivants: Afrique du Sud, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Guatemala, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Tanzanie, Thaïlande, Uruguay, Venezuela et Zimbabwe.

¹¹ L'ESP englobe le soutien des prix, ainsi que d'autres types d'aide. Sa portée est plus vaste que la mesure globale du soutien (MGS) utilisée pour rendre compte des engagements de réduction dans le cadre de l'OMC.

¹² OCDE (2009).

¹³ OCDE (2009).

Tableau IV.1
Estimation du soutien à l'agriculture, 2004-2007
(millions de pesos chiliens)

	2004	2005	2006	2007
Valeur totale de la production	3 273 557	3 527 278	3 549 379	3 715 438
Participation des produits faisant l'objet d'un soutien du prix du marché (%) ^a	64	62	65	70
Valeur totale de la consommation	3 491 245	3 710 845	3 719 737	3 970 384
Estimation du soutien au producteur (ESP)^b	163 801	179 243	157 112	149 008
Soutien du prix du marché (%)	47,4	45,7	27,5	12,9
Versements fondés sur la production (%)	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'ESP (%)	5	5	4	4
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	59 929	68 643	75 938	88 836
ESSG en pourcentage de l'ESP	26,8	27,7	32,6	37,4
Estimation du soutien au consommateur (ESC)	-173 913	-176 895	-69 457	-45 172
Part de l'ESC	-5	-5	-2	-1
Estimation du soutien total (EST)	223 730	247 886	233 050	237 844
Transferts des consommateurs	173 913	176 895	72 036	45 514
Transferts des contribuables	145 942	165 883	189 881	218 958
Recettes budgétaires	-96 125	-94 892	-28 866	-26 629
Part de l'EST (en % du PIB)	0,39	0,37	0,30	0,28

a Les produits de base bénéficiant d'un soutien du prix du marché sont les suivants: blé, maïs, pommes, raisins, sucre, tomates, lait, viande bovine, viande de veau, viande porcine, volailles.

b L'ESP comprend différentes mesures de soutien: Ce tableau présente uniquement la ventilation du soutien du prix du marché et les versements fondés sur la production.

Source: OCDE (2008) et OCDE (2009).

18. L'OCDE souligne que, d'une manière générale, le secteur agricole chilien ne bénéficie pas d'une protection supérieure à celle d'autres secteurs, qu'environ la moitié des dépenses publiques réalisées dans le secteur concerne la fourniture de biens publics et que l'autre moitié vise à rendre plus compétitifs les agriculteurs les plus défavorisés.¹⁴ L'OCDE estime cependant que les politiques gouvernementales doivent tendre à aider les petits exploitants à diversifier leurs revenus et à obtenir un travail mieux rémunéré hors du secteur agricole. Il est donc nécessaire de replacer les politiques agricoles dans le contexte général de l'économie et de faire en sorte qu'elles soient cohérentes avec d'autres politiques telles que les incitations régionales et les filets de protection sociale.

b) OMC

19. Dans le cadre du Cycle d'Uruguay, le Chili a consolidé la majorité des tarifs sur les produits agricoles à un taux de 25%, à l'exception de certains produits qui sont restés assujettis à un taux consolidé de 31,5%, à savoir: les produits laitiers, le blé, la farine de blé, les graines et fruits oléagineux et les graisses et huiles végétales. Comme suite aux négociations au titre de l'article XXVIII du GATT de 1994, le taux consolidé pour le sucre a été porté à 98%. Le Chili ne s'est pas réservé le droit de recourir à la sauvegarde spéciale pour l'agriculture prévue à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture.

20. Le Chili n'a pas inscrit d'engagements de réduction du soutien interne à l'agriculture sur sa liste, du fait que les programmes d'assistance existants n'étaient pas concernés par la définition de la

¹⁴ OCDE (2008).

mesure globale de soutien (MGS) établie pendant les négociations, ou parce que leur valeur monétaire était inférieure au niveau *de minimis* accordé.¹⁵

21. Conformément aux notifications du Chili à l'OMC relatives à l'aide interne pour la période 2003-2006 et l'année 2007, la plupart des programmes de soutien officiel aux agriculteurs relèvent de la "catégorie verte" (mesures exemptées de l'engagement de réduction) et comprennent des services d'intérêt général (recherche, formation, conseil, inspection, commercialisation et infrastructure), des versements directs aux producteurs (assurance agricole) et des versements d'aide en cas de catastrophe naturelle.¹⁶ En 2007, la valeur totale de cette aide s'est élevée à 105 634 millions de pesos chiliens (soit 180 millions de dollars EU).¹⁷

22. En outre, le Chili a notifié en tant que programme de développement (suivant l'article 6:2 de l'Accord sur l'agriculture) des crédits à l'investissement d'une valeur de 14 477 millions de pesos (24,6 millions de dollars EU) en 2007. La seule mesure prise par le Chili qui réponde à la définition de la MGS est le programme de récupération des sols dégradés, dont le montant en 2007 (26 215 millions de pesos chiliens, soit 44,6 millions de dollars EU), tout comme pour les années précédentes, était inférieur au niveau *de minimis* convenu.¹⁸

23. Le Chili a notifié à l'OMC qu'aucune subvention n'était appliquée aux exportations de produits agricoles faisant l'objet d'engagements de réduction.¹⁹

iv) Instruments de la politique agricole

a) Mesures à la frontière

24. Pendant la période à l'examen, le niveau de la protection tarifaire accordée par le Chili aux produits agricoles est resté faible. En 2009, le tarif NPF moyen appliqué à ces produits (tels que définis par la CITI) a été de 6,1%.²⁰ Pour tous les produits agricoles, le tarif est de 6%, à l'exception de 12 lignes tarifaires concernant la viande de volaille²¹, qui sont soumises à un tarif de 12,5%, et des produits auxquels s'applique le système de fourchettes de prix décrit ci-après (voir également le chapitre III 2) iv)).

Le système de fourchettes de prix

25. En 2001, le système de fourchettes de prix établi par le Chili pour les importations de blé, de farine de blé, de sucre et d'huiles végétales a été contesté par l'Argentine auprès d'un Groupe spécial de règlement des différends de l'OMC, qui a conclu que le système était incompatible avec les obligations du Chili dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture. En octobre 2002, l'Organe de règlement des différends (ORD) a adopté les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel.²² Pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD, le Chili a modifié, à la fin de l'année 2003, le

¹⁵ Liste VII-Chili, partie IV, section I.

¹⁶ Documents de l'OMC G/AG/N/CHL/26 du 3 décembre 2007 et G/AG/N/CHL/28 du 8 juin 2009.

¹⁷ Document de l'OMC G/AG/N/CHL/28 du 8 juin 2009.

¹⁸ Document de l'OMC G/AG/N/CHL/28 du 8 juin 2009.

¹⁹ Documents de l'OMC G/AG/N/CHL/23 du 21 mars 2007, G/AG/N/CHL/23/Rev.1, G/AG/N/CHL/29, G/AG/N/CHL/30, tous trois du 8 juin 2009.

²⁰ Dans le cas des produits visés par la fourchette de prix, les équivalents *ad valorem* fournis par les autorités chiliennes ont été utilisés pour calculer le tarif moyen.

²¹ Il s'agit des lignes tarifaires suivantes: 0207.1300, 0207.1411, 0207.1419, 0207.1421, 0207.1422, 0207.1423, 0207.1424, 0207.1429, 0207.1430, 0207.2600, 0207.2710, 0207.2790.

²² Documents de l'OMC WT/DS207/R du 2 mai 2002 et WT/DS207/AB/R du 23 septembre 2002.

système de fourchettes de prix pour le blé, la farine de blé et le sucre, et a cessé de l'appliquer en ce qui concerne les huiles végétales. La modification du système est fondée sur la Loi n° 19.897 du 25 septembre 2003 et le Décret suprême n° 831 du 4 octobre 2003, du Ministère des finances.

26. Conformément au système de fourchettes de prix modifié, le tarif NPF appliqué aux importations de blé, de farine de blé et de sucre prend la forme d'un droit composé comprenant deux éléments: a) le droit *ad valorem* (6%) et b) un droit spécifique qui s'ajoute au droit *ad valorem* ou s'en retranche. À cet effet, une fourchette de prix est établie, entre un "prix plancher" et un "prix plafond", en fonction d'un prix de référence. Ce prix de référence est égal à la moyenne des prix internationaux quotidiens du blé et du sucre enregistrés sur les marchés les plus importants²³ pendant une période préalable. Le prix de référence du blé est fixé six fois par an, et celui du sucre mensuellement. Les limites inférieure et supérieure de la fourchette de prix des deux produits ont été définies pour la période allant de décembre 2003 à la fin 2014²⁴; à compter de décembre 2007 elles font l'objet d'une réduction annuelle.

27. Lorsque le prix de référence est inférieur au "prix plancher", le tarif NPF est égal à la somme de l'élément *ad valorem* (6%) et du droit spécifique; à son tour, le droit spécifique est égal à la différence entre le "prix plancher" et le prix de référence multiplié par le facteur un (1). L'équivalent *ad valorem* du tarif NPF ne peut pas dépasser le niveau consolidé par le Chili dans le cadre de l'OMC. Lorsque le prix de référence est supérieur au "prix plafond", le tarif NPF est égal au montant de l'élément *ad valorem* (6%) diminué du droit spécifique; celui-ci équivaut à la différence entre le plafond de la fourchette et le prix de référence multipliée par un (1), et ne peut pas être supérieur au montant de l'élément *ad valorem*. Lorsque le prix de référence s'établit entre le prix plancher et le prix plafond, l'unique droit appliqué est le tarif NPF. Dans le cas de la farine de blé, on applique les droits ou les remises déterminés pour le blé multipliés par le facteur 1,56. Tous les droits ou remises calculés de cette manière sont établis par décret suprême et font l'objet d'une publication au Journal officiel du Chili.

28. À la fin de l'année 2005, l'Argentine a de nouveau contesté le système de fourchettes de prix appliqué au blé. Le Groupe spécial correspondant a constaté qu'en maintenant une mesure à la frontière similaire à un prélèvement variable à l'importation et à un prix minimal à l'importation, le Chili n'avait pas rendu le système de fourchettes de prix conforme aux normes de l'OMC. Le rapport du Groupe spécial et celui de l'Organe d'appel, qui a appuyé les conclusions du premier, ont été adoptés par l'ORD en mai 2007.²⁵

29. Compte tenu de ces résultats, le Chili a prévu de modifier le système de fourchettes de prix appliqué au blé et à la farine de blé. Un projet de loi présenté au Congrès à cet effet en septembre 2007 se trouvait en instance d'approbation par le Sénat au milieu de l'année 2009. Le projet prévoit le remplacement du droit déterminé conformément au système de fourchettes de prix par un tarif composé comprenant deux éléments fixes: i) 30 dollars EU par tonne de blé ou 47 dollars EU par tonne de farine de blé, et ii) le tarif *ad valorem* (6%), la somme de ces deux éléments déterminant le tarif NPF des deux produits. Le système de fourchettes de prix restera en vigueur pour les importations de sucre.

²³ Le marché le plus important en ce qui concerne le blé est celui du *Trigo Pan Argentino* pendant la période allant du 16 décembre au 15 juin de l'année suivante, et celui du *Soft Red Winter* n° 2 pendant la période allant du 16 juin au 15 décembre. Dans le cas du sucre raffiné, le marché le plus important est celui du *contrat à terme* n° 5 sur le sucre blanc, Bourse de Londres, et pour le sucre brut, le *contrat* n° 11 sur le sucre brut, Bourse de New York.

²⁴ Loi n° 19.897 et Décret suprême n° 831.

²⁵ Documents de l'OMC WT/DS207/RW du 8 décembre 2006 et WT/DS207/AB/RW du 7 mai 2007.

30. Dans un contexte de prix internationaux élevés, le système de fourchettes de prix ne semble pas avoir majoré le tarif appliqué au blé, à la farine de blé et au sucre au-dessus du niveau général de 6%. Ainsi, selon des données fournies par l'ODEPA pour la période allant de décembre 2003 à décembre 2008, sur les 30 périodes de deux mois pour lesquelles des prix de référence ont été établis pour le blé et la farine de blé, le tarif NPF appliqué a été inférieur à 6% à 19 reprises et égal à 6% à 9 reprises. Le droit appliqué n'a dépassé 6% que pendant deux périodes. En janvier 2009, la moyenne simple du tarif NPF appliqué conformément au système de fourchettes de prix était de 0% pour le blé et de 6% pour le sucre.²⁶

Contingent tarifaire applicable au sucre raffiné

31. En janvier 2002, à la suite de la modification de sa liste de concessions, le Chili a introduit un contingent tarifaire NPF de 60 000 tonnes annuelles pour le sucre raffiné²⁷, et augmenté simultanément de 31,5 à 98%²⁸ le tarif consolidé du sucre.²⁹

32. Les importations sont admises en franchise de droits dans le cadre du contingent tarifaire, tandis que le taux appliqué hors contingent est de 6%, majoré ou minoré du droit spécifique ou de la remise déterminés conformément au système de fourchettes de prix. L'équivalent *ad valorem* de l'élément spécifique de la fourchette a varié de 37,6% en 2004 à -5,3% en 2006, et il était de 0,0% en janvier 2009.³⁰

33. Conformément aux normes relatives à la gestion des contingents tarifaires concernant le sucre, ceux-ci sont destinés à l'importation d'intrants utilisés pour la fabrication industrielle de produits alimentaires. Ils sont attribués au prorata de la quantité totale de sucre effectivement transformé et utilisé comme intrant dans l'élaboration industrielle de préparations alimentaires différentes du sucre destinées au marché intérieur, par chacun des producteurs pendant une période préalable.³¹ Aucun importateur ne peut disposer de plus de 20% du contingent. Des contingents sont réservés aux importations en provenance de l'Argentine (21 000 tonnes), du Guatemala (16 700 tonnes), du Brésil (9 700 tonnes) et d'autres pays (12 600 tonnes). Les convocations, les formalités à remplir pour demander un contingent ainsi que la répartition des contingents sont publiées sur le site Web du service des Douanes.

34. Selon les notifications du Chili à l'OMC³², l'utilisation des contingents tarifaires du sucre a été de 100% ou de près de 100% entre 2003 et 2005, de 87% en 2007 et de 37% en 2008. La non-utilisation du contingent en 2006 et la faible utilisation en 2008 s'expliqueraient par le fait que l'application du système de fourchettes de prix a abouti à un tarif NPF proche de 0%.

35. En 2003, le Chili a établi deux nouveaux contingents pour le sucre: un contingent de 30 000 tonnes annuelles pour la ligne tarifaire 1701.9100 et un autre de 15 000 tonnes annuelles pour les lignes 1701.91 et 1701.99.³³ Dans le cadre de ces contingents, le pouvoir exécutif peut établir des préférences tarifaires à l'égard de pays qui ont souscrit des accords commerciaux avec le Chili, ce qui

²⁶ Renseignements fournis par les autorités chiliennes.

²⁷ Position tarifaire 1701.9900.

²⁸ Positions tarifaires 1701.1100, 1701.1200, 1701.9100 et 1701.9900.

²⁹ Loi n° 19.772 du 8 novembre 2001.

³⁰ Renseignements fournis par les autorités chiliennes.

³¹ Résolution n° 4.062 du 29 octobre 2003 du Service national des douanes, modifiée par les Résolutions n° 4.696 du 29 octobre 2004 et n° 2.897 du 29 juin 2005.

³² Documents de l'OMC G/AG/N/CHL/18 du 13 mai 2005, G/AG/N/CHL/21 du 27 septembre 2006, G/AG/N/CHL/25 du 21 mars 2007 et G/AG/N/CHL/27 du 31 mars 2009.

³³ Loi n° 19.897 du 17 septembre 2003.

a été fait en 2008 en faveur de la Bolivie, de la Colombie et du Honduras.³⁴ En vertu des accords commerciaux régionaux, le Chili applique des contingents tarifaires aux importations de certains produits agricoles autres que le sucre, comprenant les produits carnés et les huiles.

Autres mesures

36. Le Chili a également eu recours aux mesures commerciales contingentes pour protéger certains produits agricoles sensibles. En effet, la plupart des sauvegardes imposées par le Chili au titre de l'article XIX du GATT de 1994 ont concerné ce type de produits, parmi lesquels figurent le blé et la farine de blé, les produits laitiers, le sucre et le fructose. En outre, à la suite de la conclusion du Groupe spécial en 2007, le Chili a imposé des droits antidumping aux importations de farine de blé en provenance d'Argentine; ces droits demeuraient en vigueur en juin 2009 (voir le chapitre III 2) vii)).

b) Mesures de soutien interne

37. Dans le cadre des objectifs de la politique agricole, le gouvernement chilien maintient plusieurs programmes de soutien interne visant principalement la petite agriculture. À cet effet, l'affectation budgétaire du secteur agricole a considérablement augmenté pendant la période à l'examen, atteignant 224 247 millions de pesos chiliens (environ 382 millions de dollars EU) en 2008.³⁵ Les principaux domaines qui ont bénéficié des dépenses publiques sont les suivants: irrigation; amélioration de la productivité et de la capacité de production (y compris le financement préférentiel); développement rural; récupération des sols; recherche-développement; formation; mesures sanitaires et phytosanitaires; commercialisation et promotion.

38. Le développement de l'irrigation est l'un des principaux instruments de la politique agricole chilienne. La Commission nationale de l'irrigation administre la Loi n° 18.450 qui prévoit l'octroi de subventions au secteur privé pour des projets d'irrigation à petite échelle dont le coût ne dépasse pas 12 000 unités de compte (430 800 dollars EU) dans le cas d'agriculteurs individuels, ou 24 000 unités de compte (861 600 dollars EU) dans le cas de projets destinés à des organisations d'agriculteurs. Le montant maximal de la subvention est de 75% du coût du projet. De plus, le Ministère des travaux publics réalise des investissements dans des projets d'irrigation de plus grande envergure visant à bénéficier à des communautés ou à des régions entières. En 2008, les dépenses publiques assignées à l'irrigation ont atteint 50 265 millions de pesos chiliens (environ 85,5 millions de dollars EU), dont 80% correspondaient à la Commission nationale de l'irrigation et 20% au Ministère des travaux publics.³⁶

39. Les programmes visant à améliorer la productivité de l'agriculture familiale paysanne constituent un autre élément clé de la politique agricole chilienne. L'INDAP a pour objectif de promouvoir le développement de ce secteur afin de transformer l'agriculture familiale paysanne en mettant en place des unités de production autonomes. Une partie des programmes de l'INDAP vise à capitaliser et à moderniser la petite agriculture dans le but d'améliorer son intégration au marché et sa rentabilité économique, tandis que d'autres programmes ont pour objet de développer le capital humain, au moyen notamment de l'assistance technique, de l'acquisition de compétences en matière de gestion et de la formation des petits agriculteurs.³⁷ La Loi de finance 2009 a assigné à l'INDAP près

³⁴ Résolution spéciale n° 8.834 du 5 décembre 2008.

³⁵ Chiffres provisoires fournis par les autorités chiliennes.

³⁶ Renseignements fournis par les autorités chiliennes.

³⁷ Les programmes de soutien de l'INDAP peuvent être consultés sur le site Web de l'Institut à l'adresse suivante: <http://www.indap.gob.cl>.

de 76 170 millions de pesos chiliens (environ 129,6 millions de dollars EU) pour financer les deux types de programmes.³⁸

40. L'INDAP gère également des programmes de crédit au petit agriculteur ou au paysan. Il propose des crédits à court terme (jusqu'à 359 jours), essentiellement pour le financement de fonds de roulement, ou à long terme, pour le financement d'investissements en biens d'équipement et en infrastructures liés à des projets ayant une période de développement prolongée. Le budget assigné à l'INDAP en 2009 pour ces crédits s'est élevé à 38 373 millions de pesos chiliens (environ 65,3 millions de dollars EU).³⁹

41. Pour faciliter l'accès des petits exploitants agricoles au crédit privé, l'INDAP a recours à un instrument dénommé Subvention d'articulation financière qui constitue une incitation en faveur des établissements financiers accordant des crédits aux petits agriculteurs et couvre les frais de transaction plus élevés associés à ces opérations. La subvention est déterminée par appel d'offres réalisé auprès des établissements qui ont signé un accord de participation avec l'INDAP. En 2009, la subvention d'articulation financière a fait l'objet d'une affectation de 3 574 millions de pesos chiliens (6 millions de dollars EU environ).

42. Le Fonds de gestion déléguée, créé en 2003, permet aux établissements financiers d'utiliser des ressources qui leur sont transférées par l'INDAP pour financer les petits producteurs agricoles. Les fonds sont transférés à la suite d'un appel d'offres dans le cadre duquel les établissements soumissionnent les taux d'intérêt qu'ils verseront à l'INDAP pour la gestion des fonds. Pour les établissements financiers, les avantages du Fonds de gestion déléguée comprennent le mécanisme de couverture du risque de portefeuille, qui est supporté en partie par l'INDAP, et l'accès à des ressources à des taux inférieurs à ceux du marché. En 2007, 15 169 prêts ont été accordés selon cette modalité, pour un montant supérieur à 10 300 millions de pesos chiliens (17,5 millions de dollars EU).

43. Face à la contraction du crédit qui a suivi la crise financière mondiale, le Ministère de l'agriculture a introduit en février 2009 des mesures visant à générer des liquidités pour les distributeurs d'intrants et les industries agroalimentaires afin que ces entreprises puissent à leur tour ouvrir des crédits aux petits producteurs agricoles; ces mesures comprennent des mécanismes de garantie passant par le Fonds de gestion déléguée, des rééchelonnements et rachats de portefeuilles de dettes, l'apport de fonds de roulement et une mise en œuvre généralisée des contributions de l'État.⁴⁰

44. Le Chili a mis en place un programme d'assurance-récolte qui transfère aux compagnies d'assurances privées le risque climatique auquel sont exposées les cultures. L'État accorde une subvention de 50% de la prime d'assurance nette, ainsi qu'un montant fixe de 1,5 unité de compte (54 dollars EU) par police avec un plafond de 55 unités de compte (1 975 dollars EU). Dans le cas des petits agriculteurs, la subvention peut aller jusqu'à 90% de la prime nette. En 2009, 4 241 millions de pesos chiliens (environ 7,2 millions de dollars EU) ont été affectés à l'assurance-récolte, l'objectif étant de subventionner 16 000 polices.⁴¹

45. Parmi les principaux programmes de soutien à l'agriculture figure également le Système d'incitation à la réhabilitation des sols dont l'objet est de régénérer ou d'améliorer les sols dégradés ou érodés. Le Système consiste à accorder une subvention variant entre 50 et 80% des frais nets

³⁸ Les dépenses qui figurent sur le budget comprennent les transferts courants à destination du secteur privé auxquels s'ajoutent les transferts de capital au secteur privé.

³⁹ Renseignements en ligne de l'INDAP. Adresse consultée: <http://www.indap.gob.cl>.

⁴⁰ Renseignements en ligne de l'INDAP. Adresse consultée: <http://www.indap.gob.cl>.

⁴¹ Ministère des finances (2008), p. 38.

d'intrants, de main-d'œuvre et d'assistance technique nécessaires à la reconstitution des sols.⁴² Le SAG et l'INDAP sont chargés de la gestion de ce programme, le soutien de l'INDAP étant réservé exclusivement aux petits agriculteurs. Dans le cadre du budget 2009, près de 28 000 millions de pesos chiliens (environ 47,6 millions de dollars EU)⁴³, dont 62% correspondent à l'INDAP et le reste au SAG, ont été affectés au système d'incitation à la réhabilitation des sols, en vue de la restauration de 155 000 hectares de sols dégradés.

46. Le SAG est responsable de la détermination des normes zoosanitaires et phytosanitaires, ainsi que des services d'inspection et de certification correspondants (voir le chapitre III 2) ix)). Les services du SAG sont proposés à l'ensemble des agriculteurs; toutefois il existe quelques programmes visant les exploitations individuelles, tels que les contrôles de maladies et de parasites et les subventions pour l'amélioration des conditions sanitaires. Une grande partie du succès remporté par les exportations agricoles au cours des dernières années est due au niveau élevé des normes zoosanitaires et phytosanitaires du pays. Le budget du SAG assigné à ces activités en 2009 comprend 10 104 millions de pesos chiliens (17,2 millions de dollars EU) pour la lutte contre les parasites des vignes utilisées pour la production de raisin de cuve ou de raisin de table et 329 millions de pesos (0,5 million de dollars EU) pour l'amélioration de la compétitivité des abattoirs de bovins.⁴⁴

47. La promotion des exportations constitue un autre volet du soutien des pouvoirs publics chiliens à l'égard des agriculteurs. PROCHILE aide les entreprises du secteur à accroître et diversifier leurs exportations en leur fournissant des renseignements concernant les marchés et les possibilités de faire des affaires, ainsi qu'une aide pour prendre contact avec des acheteurs étrangers. En 2008, le Fonds pour la promotion des exportations agricoles et forestières a été doté d'un budget de 14,6 millions de dollars EU.⁴⁵

v) Sylviculture

48. Le Chili possède un important secteur forestier qui joue un rôle croissant dans les exportations de marchandises du pays. Les plantations forestières, principalement composées de pins et d'eucalyptus, occupent une superficie de 2,5 millions d'hectares. En 2008, les exportations de produits du bois ont atteint 4 326 millions de dollars EU, soit l'équivalent de 6,4% des exportations totales de marchandises.⁴⁶

49. Le gouvernement encourage l'activité forestière au moyen de subventions et d'un traitement fiscal favorable. La CONAF, qui est responsable de la conservation et de l'utilisation durable des ressources forestières, offre des primes allant de 75 à 90% des frais nets des activités de boisement et de gestion durable des forêts, notamment aux petits propriétaires forestiers.⁴⁷ En 2009 une enveloppe de 24 600 millions de pesos (près de 42 millions de dollars EU) a été envisagée pour les programmes de gestion forestière, de protection des zones boisées et de gestion des incendies de la CONAF.⁴⁸

⁴² Le Système d'incitation à la réhabilitation des sols est composé de plusieurs programmes: restauration de la fertilité phosphatée des sols, amendements calcaires correcteurs d'acidité, établissement et régénération de prairies, conservation et réhabilitation des sols, rotation des cultures.

⁴³ Ministère des finances (2008), page 38.

⁴⁴ Ministère des finances (2008).

⁴⁵ Renseignements fournis par les autorités chiliennes.

⁴⁶ Calculs du Secrétariat de l'OMC sur la base de données fournies par les autorités chiliennes. Les demi-produits et les produits manufacturés en bois ne sont pas compris.

⁴⁷ Décret-loi n° 701 de 1974 sur le développement forestier et modifications y afférentes.

⁴⁸ Ministère des finances (2008).

50. La Loi sur les forêts naturelles⁴⁹ (forêts peuplées d'espèces autochtones) approuvée en 2008 prévoit des primes de compensation des frais encourus dans les activités de réhabilitation, de protection et d'amélioration des forêts naturelles. Le budget assigné pour l'application de cette loi s'est élevé à 5 629 millions de pesos chiliens (environ 9,6 millions de dollars EU).⁵⁰

3) PÊCHE ET AQUACULTURE

51. La période à l'examen a vu se stabiliser la production de l'industrie de la pêche chilienne, grâce en partie à une gestion fondée sur des politiques à moyen et long terme faisant intervenir des quotas de capture. De son côté, l'aquaculture, qui représente deux tiers des ventes extérieures du secteur de la pêche, a dû faire face à de graves problèmes sanitaires. S'agissant de la participation de personnes physiques et morales aux activités de pêche et d'aquaculture, les prescriptions en matière de résidence et d'établissement ont été maintenues, de même que la limite de capital étranger dans les entreprises de pêche.

52. Entre 2003 et 2008, le PIB du secteur de la pêche, y compris l'aquaculture, a enregistré un taux de croissance de 4% par an en moyenne (avec toutefois d'importantes variations annuelles), tandis que sa part dans le PIB du pays à prix constants restait stable (1,2% en 2008).⁵¹ Le secteur de la pêche, y compris les activités de transformation, emploie approximativement 144 000 personnes (ce qui équivaut à 2% de la population active), dont la moitié pratique la pêche artisanale.⁵²

53. Depuis le dernier examen, des progrès ont été accomplis en ce qui concerne le renforcement du secteur de la pêche du Chili, notamment grâce à la stabilisation des arrivages des principales pêcheries fondée sur un nouveau règlement qui favorise une meilleure utilisation des ressources halieutiques. Alors que le volume des prises tend à se stabiliser, l'activité aquacole gagne en importance. Avec plus de 35% du marché mondial, le Chili est le deuxième producteur mondial de saumon d'élevage après la Norvège. Le pays possède également des élevages de truites, de divers mollusques et d'algues.

54. La valeur des exportations du secteur de la pêche dans son ensemble a doublé pendant la période considérée, pour atteindre 4 110 millions de dollars en 2008.⁵³ L'aquaculture contribue pour 65% de ces exportations et les prises pour le reste. Les principaux produits exportés sont le saumon de l'Atlantique (frais et congelé), la truite arc-en-ciel, la farine de poisson, le saumon du Pacifique et le chinchard, qui, dans leur ensemble, représentent environ 74% des exportations de produits de la pêche.⁵⁴

55. Le Sous-Secrétariat à la pêche, qui relève du Ministère de l'économie, est chargé de formuler les politiques et d'appliquer les règles régissant les activités de pêche et d'aquaculture. Le Service national de la pêche (SERNAPESCA) est chargé de contrôler l'application des règles et de publier et appliquer les règlements techniques et les normes sanitaires du secteur (voir le chapitre III 2) ix)). L'Institut de développement de la pêche (IFOP) est chargé de l'exécution de l'enquête d'intérêt public effectuée à l'appui des décisions des autorités du secteur de la pêche.

⁴⁹ Loi n° 20.283 du 2 juillet 2008 sur la réhabilitation des forêts naturelles et le développement forestier.

⁵⁰ Ministère des finances (2008).

⁵¹ Renseignements de la Banque centrale. Adresse consultée: <http://si2.bcentral.cl/Basedatos economicos/>.

⁵² Renseignements fournis par les autorités chiliennes.

⁵³ Renseignements fournis par les autorités chiliennes.

⁵⁴ Renseignements du Sous-Secrétariat à la pêche. Adresse consultée: <http://www.subpesca.cl>.

56. En vertu de la Loi générale sur la pêche et l'aquaculture (DS n° 430 de 1991), l'accès au secteur de la pêche est réglementé dans le but de maintenir durablement le niveau d'exploitation des ressources halieutiques. Il existe quatre régimes d'accès: i) un régime d'accès général; ii) un régime de pêcheries en pleine exploitation; iii) un régime de pêcheries en cours de reconstitution; et iv) un régime de pêcheries naissantes. Les permis de pêche pour les espèces classées dans la première catégorie sont accordés en fonction de prescriptions de moindre importance; par contre, la délivrance de permis pour la deuxième catégorie a été suspendue et les nouveaux opérateurs ne peuvent accéder aux pêcheries que par transfert de permis déjà accordés et sous réserve des conditions prévues par la loi. Les permis accordés à titre exceptionnel pour la pêche des espèces en voie de reconstitution ou des espèces naissantes sont adjugés par appels d'offres; ils sont transférables, leur validité est de dix ans, et la quantité en tonnes autorisée dépend du quota global annuel fixé par le Sous-Secrétariat à la pêche.

57. Une frange de cinq milles marins, qui s'étend sur toute la longueur du littoral du pays, les fjords et les îles océaniques, ainsi que les eaux continentales, est réservée à la pêche artisanale. Pour exercer des activités de pêche extractive, les artisans pêcheurs et leurs embarcations doivent s'inscrire au préalable au Registre de la pêche artisanale. On entend par pêche artisanale celle qui est pratiquée par une embarcation ayant une longueur maximale de 18 mètres, une capacité de stockage en cale de 80 mètres cubes et moins de 50 tonneaux de jauge brute (TJB ou tonnage brut).

58. En vue de répartir chaque année le quota de capture attribué au secteur de la pêche industrielle, des limites maximales de capture par entreprise ont été fixées par la Loi n° 19.713 de 2000, sur la base de paramètres opérationnels et fonctionnels de la flotte. La Loi n° 19.849 a prorogé la Loi n° 19.713 jusqu'à 2012 et créé le Régime artisanal d'extraction qui distribue aux organisations de pêche artisanale la fraction artisanale du quota annuel de certaines pêcheries.

59. Conformément à la loi, l'activité aquacole est soumise à l'obtention d'une concession du Ministère de la défense. Le SERNAPESCA et le Sous-Secrétariat à la pêche analysent les demandes de concession sur le plan technique; il est souvent nécessaire d'effectuer également une étude d'impact sur l'environnement.⁵⁵ Les procédures d'obtention des concessions d'aquaculture ont été simplifiées au cours des dernières années, ce qui a permis de réduire les délais d'octroi des concessions; le nombre de demandes visant à développer l'activité dans les zones plus australes s'est ainsi accru (1 600 demandes ont été présentées en 2008). La Politique nationale de l'aquaculture a été promulguée au moyen du Décret suprême n° 125 de 2003 afin de favoriser la croissance de l'aquaculture dans un contexte de viabilité environnementale et d'équité en matière d'accès à l'activité. L'amélioration de la réglementation sanitaire des produits de l'aquaculture figure parmi les tâches prioritaires du secteur.

60. Les règles relatives à la participation étrangère dans le secteur de la pêche n'ont fait l'objet d'aucune modification depuis le dernier examen du Chili. Les personnes physiques étrangères ne sont autorisées à pêcher dans les eaux chiliennes ou à posséder d'exploitations d'aquaculture que si elles ont qualité de résidents permanents; les personnes morales doivent être constituées conformément aux lois chiliennes. Pour prendre part à l'activité halieutique, il faut être titulaire d'un permis délivré par le Sous-Secrétariat à la pêche et inscrire le navire sur le registre géré par le SERNAPESCA. Seules les personnes physiques ou morales de nationalité chilienne sont autorisées à immatriculer un navire au Chili. Les personnes morales doivent être constituées et avoir leur domicile principal et leur siège réel et effectif au Chili; leurs dirigeants ou administrateurs doivent être en majorité de nationalité chilienne; plus de 50% du capital doit être d'origine chilienne; enfin, l'autorisation d'investissement doit être obtenue auprès du Comité de l'investissement étranger (voir le

⁵⁵ Les formalités des demandes de concession pour la pratique de l'aquaculture peuvent être consultées sur le site Web du Sous-Secrétariat à la pêche à l'adresse suivante: <http://www.subpesca.cl>.

chapitre II 3)).⁵⁶ Les participations étrangères dans le secteur de la pêche sont cependant autorisées sans restriction en matière de capitaux à condition qu'il y ait réciprocité dans le pays d'origine de ces capitaux.

61. L'importation d'espèces hydrobiologiques est assujettie à la présentation de certificats sanitaires délivrés par le pays d'origine. Les produits de la pêche destinés à servir d'intrants pour l'élaboration de produits d'exportation ne peuvent être importés que sur autorisation du SERNAPESCA. Les normes sanitaires applicables au secteur de la pêche peuvent être consultées sur le site Web de ce service.⁵⁷ Depuis le mois de juin 2007, le secteur de production chilien du saumon fait face à un problème sanitaire causé par l'apparition du virus de l'anémie infectieuse du saumon. Pour le résoudre, le SERNAPESCA a mis en œuvre un plan d'urgence comprenant, entre autres mesures, le sacrifice des cages contenant des poissons infectés, la délimitation de zones de quarantaine et de surveillance, des restrictions concernant le mouvement des poissons dans la zone touchée, des mesures de biosécurité, des conditions spéciales de récolte et un contrôle permanent des exploitations d'élevage des zones touchées. Par ailleurs, un plan de gestion et d'utilisation rationnelle des antibiotiques dans la branche de production du saumon a été mis en place. Les autorités ont indiqué que le virus avait eu une incidence importante sur la production et l'emploi. En 2008 environ 24 000 tonnes de saumon ont dû être sacrifiées et des foyers du virus ont été relevés dans 13% des fermes d'élevage en activité. Des modifications de la Loi sur la pêche visant à améliorer l'organisation de cette activité devraient être promulguées en 2009.

62. Le Fonds de gestion halieutique, créé par la Loi n° 19.849 de 2002, finance des projets de recherche halieutique, des projets de développement de la pêche artisanale, des programmes de surveillance et de gestion des activités halieutiques, ainsi que des programmes de formation et de reconversion de la main-d'œuvre.⁵⁸ En 2008, le budget du Fonds s'est élevé à 12 millions de dollars EU, dont 10 millions ont été alloués à la pêche artisanale et le solde à la recherche et au développement.⁵⁹

63. Dans le cadre des négociations du Programme de Doha pour le développement, le Chili préconise la mise en place de disciplines de l'OMC traitant spécifiquement des problèmes de distorsion liés aux subventions accordées à la pêche. À cet effet, le Chili a présenté à titre individuel⁶⁰ ou conjointement avec d'autres Membres de l'OMC⁶¹ plusieurs communications proposant des points de vue divers visant à améliorer les disciplines en matière de subventions à la pêche.

4) INDUSTRIES EXTRACTIVES

64. Durant la période à l'examen, le secteur chilien des industries extractives, tirant parti du niveau élevé des prix internationaux des minéraux, a confirmé son rang de premier secteur exportateur du Chili et de principale destination de l'investissement étranger direct. L'État continue de jouer un rôle essentiel en tant qu'opérateur du secteur des industries extractives du Chili, principalement en ce qui concerne la production de cuivre. Depuis le dernier examen, le Chili a créé l'impôt spécial sur les activités minières qui grève le revenu d'exploitation de l'exploitant minier. L'obligation de livrer une

⁵⁶ Article 11 du Décret-loi n° 2.222 du 31 mai 1978.

⁵⁷ Renseignements en ligne du SERNAPESCA. Adresse consultée: <http://www.sernapesca.cl>.

⁵⁸ Les programmes du Fonds de gestion halieutique peuvent être consultés à l'adresse suivante: <http://www.fap.cl>.

⁵⁹ Renseignements fournis par les autorités chiliennes.

⁶⁰ Documents de l'OMC TN/RL/W/115 et Rev.1 du 10 et du 13 juin 2003.

⁶¹ Documents de l'OMC TN/RL/W/166 du 2 novembre 2004, TN/RL/W/196 du 22 novembre 2005 et TN/RL/W/234 du 17 juillet 2008.

partie du cuivre raffiné par les grandes entreprises minières au secteur manufacturier national est toujours en vigueur.

i) Caractéristiques générales

65. La valeur de la production du secteur des industries extractives du Chili a continué d'augmenter pendant la période considérée, bien que la baisse des prix internationaux du cuivre et des autres métaux ait inversé cette tendance à compter de la deuxième moitié de l'année 2008. Le poids de l'activité minière dans le PIB a été de 6,7% en 2008 à prix constants, contre 8,4% en 2003.⁶² L'emploi est resté stable dans le secteur pendant la même période, représentant environ 1,5% de la population active.⁶³

66. L'industrie de l'extraction de cuivre du Chili est l'une des plus importantes du monde. Le développement qu'elle a connu au cours des dernières années est surtout le fruit de l'augmentation notable des prix internationaux du cuivre et d'autres métaux; s'il est vrai que l'indice général de la production minière a augmenté de 100 en 2003 à 114 en 2007, cet indice est revenu à 108 en 2008.⁶⁴ Les autorités ont expliqué que le faible dynamisme de la production est dû à l'absence de nouveaux gisements de bonne qualité, elle-même causée par la diminution des activités de prospection entre 1998 et 2003, et à la réduction de la teneur moyenne du minerai exploité dans le pays.

67. Avec une part de marché de 34% en 2008⁶⁵ et des réserves estimées à 38% des réserves du monde⁶⁶, le Chili est le premier producteur et fournisseur mondial de cuivre. C'est également un gros producteur de molybdène, de manganèse, d'or, d'argent, de zinc et de fer, ainsi que de produits minéraux non métalliques comme l'iode, les nitrates, les borates, le sel et le nitrate de lithium.

68. Les industries extractives restent le premier secteur bénéficiaire de l'investissement étranger direct au Chili, avec 45% de l'investissement total réalisé en 2008 (en vertu du DL n° 600) et une moyenne annuelle de 947 millions de dollars EU pendant la période 2004-2008.⁶⁷ En 2008, les produits miniers ont représenté environ 60% des exportations de marchandises du Chili (tableau AI.1). Pris ensemble, le minerai de cuivre et le cuivre raffiné sont intervenus pour 54% des exportations chiliennes en 2008.

69. Selon les autorités chiliennes, les facteurs géologiques et structurels, ainsi que la maturité du secteur des industries extractives chiliennes, contribueront à amortir l'incidence de la crise mondiale sur le secteur. C'est ainsi que les frais d'exploration se réduiront moins que dans le reste du monde du fait que les entreprises sont moins confrontées à des restrictions de financement sur le marché chilien. Néanmoins, les prévisions indiquent une baisse de la production de cuivre en 2009 et un ajournement des investissements dans ce secteur.⁶⁸

⁶² Renseignements de la Banque centrale du Chili. Adresse consultée: <http://si2.bcentral.cl/Basededatoseconomicos>.

⁶³ Renseignements de l'Institut national de statistique. Adresse consultée: <http://www.ine.cl>.

⁶⁴ Renseignements de l'Institut national de statistique. Adresse consultée: http://www.ine.cl/canales/chile_estadistico/estadisticas_economicas/mineria/series_estadisticas/series_estadisticas.php.

⁶⁵ COCHILCO (2008).

⁶⁶ COCHILCO et données de *Minerals Commodity Summaries* (USGS) et *World Metal Statistics*. Adresse consultée: http://www.cochilco.cl/atencion_usuario/chile_mineria.asp.

⁶⁷ Renseignements du Comité de l'investissement étranger. Adresse consultée: <http://www.foreigninvestment.cl/estadisticas/estadisticas.asp>.

⁶⁸ Déclarations de la Directrice des études de COCHILCO, le 2 avril 2009. Adresse consultée: http://www.cochilco.cl/Archivos/destacados/20090403094932_COMUNICADO%20DE%20PRENSA%20COC HILCO%20CRU.pdf.

70. L'État conserve une participation stratégique dans les industries extractives par le biais de deux entreprises publiques: la Société nationale du cuivre (CODELCO) et la Société nationale des mines (ENAMI). Dans le cadre du présent examen, les autorités ont indiqué qu'il n'existe pas de projet de privatisation de ces entreprises.

71. La CODELCO est la première entreprise mondiale pour la production de cuivre et la deuxième pour la production de molybdène. En 2008, elle a produit 1,55 million de tonnes métriques de cuivre raffiné⁶⁹ et 20 525 tonnes de molybdène.⁷⁰ La même année, son chiffre d'affaires s'est élevé à 14 425 millions de dollars EU, dont 76% correspondaient au cuivre (raffiné et concentré) et le reste aux sous-produits. Les ventes de cuivre de l'entreprise ont atteint 11 004 millions de dollars EU en 2008 et leur répartition géographique a été la suivante: Asie (44%), Europe (29%), Amérique du Nord (18%) et Amérique du Sud (9%).⁷¹ Une part fixe de 10% des ventes externes de cuivre et de sous-produits de la CODELCO est allouée aux forces armées, et les bénéfices de l'entreprise sont versés au budget général de l'État. Au milieu de l'année 2009, le Sénat examinait un projet de loi portant modification des statuts de la CODELCO (DL n° 1.350 de 1976) dans le but d'améliorer la gouvernance de l'entreprise et les normes relatives à la disposition de ses possessions minières (Loi n° 19.137 de 1992 relative aux associations avec des tiers).

72. L'ENAMI a pour rôle de favoriser le développement des petites et moyennes entreprises minières conformément au DL n° 153 (loi organique de l'ENAMI) et au DS n° 76⁷², en leur offrant des services visant à leur faciliter l'accès au marché des métaux dans des conditions concurrentielles. L'ENAMI intervient dans trois domaines: le développement (assistance technique et financement); la production, c'est-à-dire le traitement des minerais dans ses installations de traitement et de fonderie; et l'activité commerciale au titre de laquelle elle achète les produits miniers des petits et moyens fournisseurs aux conditions du marché et les écoule sur les marchés mondiaux.⁷³ L'ENAMI a été autorisée par la Loi n° 19.993 (2005) à céder à la CODELCO la fonderie-raffinerie Las Ventanas dans le but d'améliorer sa situation financière et de concentrer ses efforts sur les petites et moyennes entreprises minières; le traitement des produits de ces PME envoyés aux installations de Las Ventanas reste toutefois garanti.

ii) Objectifs de politique et cadre juridique et institutionnel

73. Le Ministère des mines est responsable de la politique minière nationale. Au niveau des gouvernements régionaux, il intervient par le biais des Secrétariats régionaux ministériels (SEREMIS). Pour mettre en œuvre la politique minière, le Ministère s'appuie principalement sur deux organismes placés sous sa tutelle: la Commission chilienne du cuivre (COCHILCO) et le Service national de géologie et des mines (SERNAGEOMIN). La COCHILCO propose les politiques de développement durable du secteur des industries extractives, supervise l'application des règles sectorielles et le fonctionnement des entreprises minières de l'État et conseille le Comité de l'investissement étranger du Chili concernant l'approbation des contrats d'investissement. Le SERNAGEOMIN est chargé de dresser la carte géologique du Chili, de maintenir le cadastre des concessions minières et le registre officiel des terrains miniers et d'exercer des activités de prévention et d'inspection en matière de sécurité minière.

⁶⁹ Y compris la part de la CODELCO dans le gisement de El Abra.

⁷⁰ CODELCO (2008).

⁷¹ CODELCO (2008).

⁷² Décret suprême n° 76 de juillet 2003 relatif à la politique de développement des petites et moyennes entreprises minières, tel que modifié par le DS n° 4 de 2009.

⁷³ Pour plus de détails sur les activités de l'ENAMI, consulter le site Web de la société à l'adresse suivante: <http://www.enami.cl>.

74. Conformément à la Politique minière du bicentenaire, les axes de la politique de l'État dans ce secteur sont les suivants: affermir le développement du secteur des industries extractives et sa position dominante à l'échelle internationale; promouvoir le développement durable du secteur; renforcer les capacités dans le domaine de l'éducation, de l'innovation et du développement technologique dans le secteur; accroître l'efficacité et le rendement des entreprises minières de l'État et renforcer le système institutionnel des industries extractives.⁷⁴

75. La Constitution établit que toutes les mines sont la propriété absolue, inaliénable, exclusive et imprescriptible de l'État chilien.⁷⁵ Le régime de concessions permet néanmoins aux particuliers, nationaux ou étrangers, de prospecter et d'exploiter les minéraux. La Loi organique constitutionnelle sur les concessions minières⁷⁶ et le Code minier⁷⁷ établissent les procédures d'octroi des concessions de prospection et d'exploitation et définissent les mécanismes juridiques de protection de ces concessions. Les concessions sont accordées à toute personne satisfaisant aux critères établis et peuvent être octroyées pour toutes les substances minérales pouvant faire l'objet de concession, y compris pour celles du sous-sol marin qui sont accessibles au moyen de tunnels à partir de la terre ferme.

76. En revanche, il n'est pas octroyé de concessions pour la prospection, l'exploitation et le traitement de l'uranium, du lithium, des hydrocarbures liquides ou gazeux, des gisements de quelque type que ce soit existant dans les eaux maritimes soumises à la juridiction nationale et dans les eaux situées en totalité ou en partie dans des zones considérées comme importantes pour la sécurité nationale. L'État peut cependant octroyer des contrats d'exploitation autorisant les personnes de nationalité chilienne ou étrangère à exploiter les minéraux pour lesquels il n'est pas octroyé de concession. Ces contrats permettent d'exploiter un minéral déterminé pendant une période limitée et s'appuient sur des permis et des licences délivrés par l'État à cet effet.

77. Le Décret-loi n° 600 (voir le chapitre II 3)) autorise la participation de l'investissement étranger au secteur des industries extractives du Chili. Les investisseurs étrangers dans le domaine de l'activité minière disposent d'une période de huit ans pour apporter les capitaux; ce délai peut être prolongé jusqu'à 12 ans par le Comité de l'investissement étranger dans le cas des investissements exigeant des travaux de prospection préalables.

78. Les entreprises minières ne peuvent pas se prévaloir des avantages fiscaux des zones franches et n'ont pas accès aux programmes de financement aux exportations ni au système simplifié de ristourne de droits. Toutefois, un régime douanier et fiscal préférentiel a été établi par la Loi n° 19.709 de janvier 2001 pour la commune de Tocopilla (région II), selon lequel des avantages similaires à ceux des zones franches sont accordés aux entreprises industrielles qui produisent des intrants, des pièces ou des parties, ou qui réparent des biens d'équipement destinés aux industries extractives. Ce régime restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2026 et s'applique uniquement aux entreprises qui se sont installées ou s'installeront à Tocopilla entre février 2001 et janvier 2012 (voir le chapitre III 4 iii)). Le DS n° 135 (1983) autorisant les entreprises de raffinerie des minéraux et du pétrole à importer des matières premières moyennant le versement de droits ou de taxes réduits reste en vigueur, sous réserve que ces produits soient réexportés après avoir été transformés.

79. Depuis le dernier examen, le Chili a apporté des modifications aux règles régissant le secteur des industries extractives. La Loi n° 20.026⁷⁸, en vigueur depuis janvier 2006, a créé l'impôt spécial

⁷⁴ Ministère des mines (2005).

⁷⁵ Article 19 n° 24 de la Constitution.

⁷⁶ Loi n° 18.097 du 21 janvier 1982.

⁷⁷ Loi n° 18.248 du 14 octobre 1983.

⁷⁸ Publiée le 16 juin 2005.

sur les activités minières qui grève le revenu d'exploitation de l'exploitant minier. Le taux d'imposition est de 5% pour les exploitations minières dont les ventes annuelles dépassent 50 000 tonnes métriques de cuivre fin et de 0,5 à 4,5% lorsque les ventes annuelles varient entre 12 000 et 50 000 tonnes métriques. Les exploitations dont les ventes annuelles sont inférieures à 12 000 tonnes métriques ne sont pas imposées. Selon les autorités, l'incidence de cet impôt sur les nouveaux investissements a été insignifiante. Les ressources générées par l'impôt spécial sur les activités minières sont destinées à des projets de développement de l'innovation dans le secteur des industries extractives et d'autres secteurs de l'économie. Selon l'évaluation des impôts correspondant à l'exercice budgétaire 2008, l'impôt spécial perçu sur les activités minières du secteur privé s'est élevé à 496 millions de dollars EU.⁷⁹

80. De plus, la Loi n° 20.026 (portant modification du DL n° 600) établit un nouveau système d'invariabilité fiscale applicable aux investissements étrangers dans le secteur des industries extractives dont le montant n'est pas inférieur à 50 millions de dollars EU. L'invariabilité de l'impôt spécial sur les activités minières et d'autres taxes (y compris les redevances) est accordée pendant 12 ans. Le montant et le mode de calcul des droits de concession minière demeurent également invariables. Les investisseurs étrangers qui souhaitent bénéficier de cet avantage doivent soumettre leurs états financiers annuels à des commissaires aux comptes externes et les présenter à l'Organe de surveillance des banques et des établissements financiers.

81. La Loi n° 20.235 du 31 décembre 2007 a pour objet de promouvoir l'accès des entreprises minières au marché boursier afin qu'elles puissent financer leurs projets de prospection et d'exploitation en émettant des actions et/ou des obligations. À cet effet, la Commission de qualification des compétences en matière de ressources et de réserves minières, créée à la fin de l'année 2008, a été chargée de gérer le registre public des "personnes compétentes" qui élaboreront les rapports techniques nécessaires pour que les entreprises minières puissent réaliser des offres publiques. Les premières "personnes compétentes" devraient être certifiées en juillet 2009.

82. En août 2005, les Ministères de l'économie et des mines, ainsi que d'autres organismes publics et privés ont souscrit l'Accord-cadre sur la viabilité intégrale des petites entreprises minières, dont les objectifs comprennent notamment l'amélioration des conditions environnementales des processus de production, et celle des conditions d'hygiène et de sécurité de l'activité. Le Conseil national stratégique public-privé du *cluster* minier, constitué en mai 2008, a pour mission d'identifier les domaines de l'activité minière dans lesquels il est nécessaire de fortifier la recherche et l'innovation technologique, et de créer des liens productifs entre les entreprises de production, les entreprises de fabrication d'intrants et les services d'extraction.

83. En novembre 2008, les Ministères des mines et de l'énergie, la Commission nationale de l'énergie, les groupements professionnels du secteur (Conseil des mines et Société nationale minière) ainsi que les principales entreprises minières du Chili ont signé le Protocole d'accord sur le rendement énergétique dans les grandes entreprises minières. Les signataires se sont engagés à promouvoir les recherches visant à déterminer les meilleures pratiques en matière de rendement énergétique dans le secteur des industries extractives, à favoriser le développement de projets et de programmes pilotes et à stimuler le développement technique et l'innovation dans ce domaine. L'étroit rapport existant entre la production et la fourniture d'énergie dans le secteur des industries extractives, qui consomme en moyenne 9% de l'énergie nationale⁸⁰, donne la mesure de l'importance de cet accord.

84. La Loi portant création de la Réserve de cuivre (Loi n° 16.624 de 1967), en vertu de laquelle sont fixés les contingents de cuivre raffiné que les grandes entreprises minières doivent livrer aux

⁷⁹ Renseignements du Service des revenus internes du Chili.

⁸⁰ Commission de l'énergie, bilan énergétique national (2007).

entreprises autorisées du secteur manufacturier national afin de satisfaire leurs besoins en cuivre, est toujours en vigueur. Les autorités ont indiqué que les opérations consécutives à cette loi respectent les conditions du marché dès lors que le prix des livraisons est déterminé à un niveau auquel il est indifférent au producteur de vendre sur le marché national ou d'exporter. La COCHILCO établit la Réserve sur la base des demandes annuelles présentées par les entreprises manufacturières. Le DS n° 32/88 définit les procédures d'allocation de la Réserve aux entreprises requérantes. Le volume annuel moyen de cuivre livré dans le cadre de la Réserve est de 80 000 tonnes métriques (soit 1,5% de la production totale de cuivre en 2008).

85. Le Fonds de stabilisation du cuivre, créé en 1986 était un instrument qui permettait au fisc de sauvegarder la stabilité de l'économie du pays face aux fluctuations de l'économie mondiale et à la baisse du prix du cuivre sur les marchés mondiaux. Le Fonds a cessé d'exister en 2007, date à laquelle il a été incorporé au Fonds pour la stabilisation économique et sociale (voir le chapitre I). En novembre 2008, le gouvernement a annoncé qu'en raison de la baisse des cours du cuivre, ce Fonds pourrait être utilisé pour soutenir les petites entreprises minières, par l'intermédiaire de l'ENAMI. Selon les estimations, le coût de cette opération pour les 15 mois suivants (à compter de novembre 2008) devrait être approximativement de 18 millions de dollars EU.⁸¹

5) SECTEUR MANUFACTURIER

86. Le secteur manufacturier chilien a réussi à accroître sa productivité et à jouer un rôle important en tant que générateur de valeur ajoutée et d'emploi, ce qui témoigne en partie de la stratégie de développement du Chili, fondée sur l'ouverture de marché et les politiques transversales. Le secteur continue de faire un usage intensif des ressources naturelles locales, tirant ainsi parti de l'avantage comparatif du pays.

87. Entre 2003 et 2008, le PIB du secteur manufacturier⁸² a augmenté à un taux moyen annuel de 4% à prix constants, tandis que sa part dans le PIB passait de 16,4 à 15,8% pendant la même période.⁸³ Parmi les activités manufacturières les plus importantes figurent: l'industrie des produits alimentaires et des boissons, l'industrie chimique, du pétrole, du caoutchouc et des matières plastiques et l'industrie du papier et de l'imprimerie (tableau IV.2). Pour ce qui est de leur contribution au PIB, les branches les plus dynamiques au cours de la période à l'examen ont été celle du papier et de l'imprimerie et celle des ouvrages en métaux, machines et équipement.

88. L'industrie de transformation chilienne continue de faire un usage intensif des ressources naturelles locales, en particulier de celles du secteur forestier, du secteur de la pêche et du secteur des industries extractives. En 2008, le secteur manufacturier a employé environ 862 000 personnes, soit 13% de la population active (contre 14,2% en 2003).

89. En 2008, les exportations de produits manufacturés (selon la classification de la CTCI) se sont élevées à 8 102 millions de dollars EU, ce qui représente 12% des exportations chiliennes de marchandises. Les produits chimiques, les produits intermédiaires en bois, carton et papier, les machines et le matériel de transport figurent parmi les principaux produits manufacturés d'exportation. Pendant cette même année, les importations de produits manufacturés ont atteint 34 076 millions de dollars EU, c'est-à-dire 60% des importations totales de marchandises. Les principaux produits importés sont les machines, le matériel de transport et les produits chimiques.

⁸¹ Revue Am. Adresse consultée: <http://www.aminera.cl>, 28 novembre 2008.

⁸² Y compris la transformation des produits agricoles et forestiers, des minéraux et des autres matières premières.

⁸³ Renseignements de la Banque centrale. Adresse consultée: <http://si2.bcentral.cl/Basededatoseconomicos/>.

Tableau IV.2

PIB du secteur manufacturier, prix constants 2003-2008

(en millions de pesos 2003 et en pourcentage du PIB manufacturier)

Secteur	2003	2004	2005	2006	2007 ^a	2008 ^b
Contribution du secteur manufacturier au PIB (millions de pesos constants)	8 398 990	8 985 620	9 520 422	9 896 183	10 200 157	10 200 496
Pourcentage du PIB manufacturier						
Produits alimentaires, boissons et tabac	30,1	29,6	29,7	29,5	29,5	30,2
Textiles, vêtements et cuir	4,7	4,8	4,8	4,9	4,5	4,2
Bois et meubles	6,7	7,1	6,8	6,7	6,4	6,1
Papier et imprimerie	10,4	10,9	10,4	10,5	11,9	12,3
Chimie, pétrole, caoutchouc et matières plastiques	28,1	27,6	27,7	28,1	26,8	26,4
Produits minéraux non métalliques et métaux de base	8,1	8,4	8,5	8,4	8,4	7,9
Produits métalliques, machines, équipement, etc.	11,9	11,5	12,1	11,8	12,5	12,9

a Chiffres provisoires.

b Chiffres préliminaires.

Source: Renseignements en ligne de la Banque centrale du Chili. Adresse consultée: <http://si2.bcentral.cl/Basededatoseconomicos>.

90. Selon une étude récente de l'OCDE, la productivité du secteur manufacturier du Chili s'est améliorée au cours des dernières années, mais se trouve encore en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE et se caractérise par des différences importantes entre les diverses activités industrielles. L'étude indique également que l'ouverture du marché a été un facteur important d'augmentation de la productivité de l'industrie chilienne, en raison de la plus grande exposition à la concurrence étrangère et de la facilité accrue d'accès aux intrants et aux biens d'équipement importés intégrant des avantages technologiques.⁸⁴ Selon les calculs du Secrétariat de l'OMC, le taux de croissance réel moyen de la productivité du travail dans le secteur manufacturier a été de 3% annuel pendant la période 2003-2008.

91. Une étude de la Banque centrale du Chili signale que le ralentissement de la productivité observé à partir de l'année 2000 est un phénomène qui s'est présenté dans la plupart des sous-secteurs manufacturiers du pays et que les branches exigeant le plus d'énergie sont celles dont le taux de croissance de la productivité a enregistré la réduction la plus importante.⁸⁵ Selon la même étude, ces résultats donnent à penser que l'augmentation du prix de l'énergie pourrait avoir été un facteur déterminant de ce ralentissement (voir *infra*, 6)).

92. Le Chili n'applique pas de politique de développement spécifique au secteur manufacturier. Les activités industrielles, comme d'autres activités, font l'objet de politiques transversales poursuivant des objectifs tels que la promotion de l'investissement, le développement des PME, le développement de l'innovation technologique et la mise en place de chaînes de production. Les incitations transversales comprennent essentiellement les avantages fiscaux, le financement de l'investissement et du développement technologique, et le soutien de la gestion d'entreprise (voir le chapitre III 4) iii)).

93. À la fin de l'année 2008, la moyenne des droits NPF appliqués aux produits manufacturés (selon la définition de la CITI) était de 6%. La structure presque uniforme du tarif douanier du Chili ne présente aucune progressivité des droits et n'apporte pratiquement pas d'aide spéciale au secteur manufacturier (voir le chapitre III iv)). En vertu de la Loi n° 20.269, qui est entrée en vigueur le

⁸⁴ OCDE (2007), page 30 et 31.⁸⁵ Álvarez, García et García (2008).

27 juin 2008, les droits NPF appliqués aux importations de biens d'équipement répondant à la définition⁸⁶ de la Loi n° 18.634 et figurant dans la liste établie par cette loi⁸⁷ ont été éliminés.

94. Depuis le dernier examen, le Chili n'a pas appliqué de droits antidumping ou compensateurs à des produits manufacturés. Entre 2002 et 2003, le pays a maintenu des mesures de sauvegarde (surtaxe de 10%) sur les importations de certains produits en acier.

95. Le secteur manufacturier peut bénéficier des programmes généraux d'incitation à l'exportation qui se composent essentiellement de facilités administratives pour le paiement et la restitution des droits de douane (voir le chapitre III 3) iv)). Les avantages tarifaires et fiscaux qui étaient accordés à l'industrie automobile en vertu de la Loi sur l'industrie automobile ont été éliminés par la Loi n° 19.912 de novembre 2003. L'interdiction d'importer des véhicules, des motocycles et des pneumatiques usagés demeure en vigueur, selon les autorités pour des motifs environnementaux et de sécurité (voir le chapitre III 2) vi).

6) ÉNERGIE

96. Les entreprises privées, nationales et étrangères, peuvent prendre part à toutes les activités du secteur énergétique, bien que, dans la pratique, l'exploitation, la production et le raffinage des hydrocarbures soient dominés par l'entreprise publique ENAP. Le Chili est importateur net d'énergie et dépend de l'étranger pour satisfaire près de deux tiers de sa consommation de produits énergétiques. Pendant la période à l'examen, le secteur énergétique s'est trouvé confronté à des problèmes d'approvisionnement qui se sont répercutés sur les résultats de l'économie chilienne. Les pouvoirs publics sont intervenus sur le marché chilien en établissant un système de stabilisation des prix intérieurs de quelques combustibles dérivés du pétrole et adoptent actuellement des politiques visant à garantir à long terme un approvisionnement durable en énergie.

i) Caractéristiques générales

97. En 2008, le secteur énergétique (qui comprend l'électricité, le gaz et l'eau) a représenté 1,8% du PIB du Chili (aux prix constants de 2003)⁸⁸ et employé 0,6% de la population active nationale.⁸⁹ Bien que le secteur énergétique, en particulier le sous-secteur électrique, ait reçu d'importants flux d'investissement jusqu'à 2005, son PIB a diminué à un taux moyen annuel réel de -0,4% entre 2003 et 2008. Selon le FMI, la contraction du PIB dans le secteur énergétique serait due à une diminution des ressources hydrauliques disponibles causée par des épisodes de sécheresse, ainsi qu'à des interruptions de l'approvisionnement en gaz naturel importé et à la hausse des cours du pétrole. Le FMI estime en outre que les tensions en matière d'offre d'énergie ont entraîné une réduction d'un point de pourcentage de la croissance économique.⁹⁰

⁸⁶ Selon l'article 2 de la Loi n° 18.634, les biens d'équipement s'entendent des machines, véhicules, équipements et outils destinés directement ou indirectement à la production de biens ou de services ou à la commercialisation de ces biens ou de ces services, dont la durée d'amortissement est supérieure à trois ans.

⁸⁷ L'élimination des droits, appliquée de façon *ad hoc* aux biens d'équipement répondant à la définition de la Loi n° 18.634 ne figurait pas dans le tarif douanier du Chili en vigueur en mars 2009, raison pour laquelle il n'en a pas été tenu compte dans les analyses de la structure de ce tarif douanier réalisées par le Secrétariat de l'OMC.

⁸⁸ Renseignements de la Banque centrale du Chili. Adresse consultée: <http://si2.bcentral.cl/Basededatoseconomicos>.

⁸⁹ Renseignements de l'Institut national de statistique. Adresse consultée: <http://www.ine.cl>.

⁹⁰ FMI (2008).

98. En 2007, la production brute d'énergie primaire a atteint 91 775 téralcalories⁹¹, 54% provenant du bois de chauffage, 25% du gaz naturel, du charbon et du pétrole, et 21% de l'hydroélectricité. En ce qui concerne la consommation, les données de 2007 indiquent que la consommation brute d'énergie primaire est répartie de la manière suivante: pétrole brut (40%), gaz naturel (16%), hydroélectricité (7%), bois de chauffage (19%) et charbon (15%).⁹² Selon le bilan énergétique national, le Chili a importé environ 68% de sa consommation brute d'énergie primaire en 2007.⁹³

99. Le cadre institutionnel du secteur comprend la Commission nationale de l'énergie (CNE), chargée de formuler les politiques et les règles qui régissent le secteur énergétique et de veiller à leur application, de réglementer les prix en cas de besoin et d'évaluer sur le plan technique les investissements des entreprises publiques qui exercent leurs activités dans le secteur. Le Comité directeur de la Commission est présidé par le Ministre président de la CNE et composé des Ministres des mines, de l'économie, des finances, de la défense nationale, de la planification et coopération et du Secrétaire général de la Présidence.

100. Le Ministère de l'économie et le Ministère des mines accordent des concessions, édictent des décrets et participent à l'examen des questions de réglementation. La Direction générale de l'électricité et des combustibles (SEC) vérifie l'application des lois, des normes et des règlements techniques relatifs à la génération, à la production, au stockage, au transport et à la distribution des combustibles liquides, du gaz et de l'électricité. Les autorités compétentes surveillent le fonctionnement des marchés de l'énergie, en particulier de ceux du transport et de la distribution de l'électricité. Un panel d'experts créé en 2005 résout les différends entre les acteurs du secteur électrique (voir *infra*, iii)). En juin 2009, le Congrès examinait un projet de loi portant création du Ministère de l'énergie qui reprendra quelques-unes des fonctions qui relèvent actuellement de la compétence du Ministère des mines et du Ministère de l'économie.

ii) Hydrocarbures

101. La Constitution réserve à l'État la prospection et l'exploitation des dépôts d'hydrocarbures. Les entreprises privées, nationales et étrangères, peuvent cependant participer à ces activités grâce à des contrats spéciaux d'opération pétrolière dans des conditions fixées dans chaque cas par décret présidentiel. Il existait au premier semestre 2009 14 contrats de ce type en vigueur et un contrat en instance d'approbation; parmi les contrats en vigueur, onze concernaient des activités dans la zone de Magallanes, deux à Iquique et un à Arauco. Neuf contrats spéciaux d'opération pétrolière souscrits à la suite d'un appel d'offres international se trouvaient en phase initiale de développement et représentaient des engagements d'investissement de près de 250 millions de dollars EU dans des activités de prospection.

102. Les activités de raffinage, de distribution, de commercialisation, de stockage et de transport des hydrocarbures dans leurs différentes formes, ainsi que l'importation et l'exportation de ces produits ne font l'objet d'aucune restriction. En revanche, le transport et la distribution de gaz naturel sont assujettis à l'obtention d'une concession.⁹⁴

⁹¹ Une téralcalorie équivaut à un billion de calories.

⁹² Renseignements en ligne de la Commission nationale de l'énergie, bilan énergétique national. Adresse consultée: http://www.cne.cl/fuentes_energeticas/f_primarias.html.

⁹³ Renseignements en ligne de l'INDAP. Adresse consultée: http://www.cne.cl/cnewww/opencms/06_Estadísticas/balances_Energ.html. BNE 2007.

⁹⁴ Loi sur les services du gaz et modifications y afférentes (Décret n° 323 de mai 1931, modifié en 1989).

103. La Société nationale des pétroles (ENAP), entreprise publique, domine toujours les activités de prospection, de production et de raffinage du pétrole et du gaz naturel. La prospection et la production ont lieu principalement dans le Bassin de Magallanes où ont été découverts la plupart des gisements d'hydrocarbures. En 2008, la production totale de pétrole a atteint 177 000 mètres cubes et celle de gaz naturel 2 171 millions de mètres cubes.⁹⁵ La production nationale de brut représente moins de 5% de la demande annuelle et diminue chaque année du fait de l'épuisement des puits et de la baisse des réserves; le solde de la demande de pétrole est satisfait par les importations réalisées par l'ENAP.

104. En 2008, les importations chiliennes de pétrole brut et de produits dérivés se sont élevées à 13,9 milliards de dollars EU, soit 24% des importations totales de marchandises du Chili. Par ailleurs, des entreprises privées chiliennes importent du gaz naturel en provenance d'Argentine, dans le cadre d'un protocole signé par les deux pays en 1995. Depuis 2004, les expéditions de gaz argentin font l'objet de restrictions croissantes qui se sont répercutées sur l'approvisionnement des centrales électriques chiliennes, des clients industriels et du complexe pétrochimique de Methanex, dans la zone de Magallanes. Ces restrictions ont conduit un groupement formé d'entreprises privées et de l'ENAP à investir dans la construction d'un terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) dans la région de Quintero afin d'assurer l'approvisionnement du marché résidentiel, commercial et industriel du bassin central, ainsi que de certaines centrales électriques de la région (voir également *infra*, iii)). Le terminal devrait commencer ses activités dans le courant du deuxième semestre 2009.

105. Les activités de raffinage sont réalisées par trois entreprises appartenant à l'ENAP, situées l'une dans la région de Valparaíso, une autre dans la région de Bío-Bío et la troisième dans la région de Magallanes. La capacité totale des trois entreprises s'est élevée à 37 800 mètres cubes par jour en 2007⁹⁶ (13,6 millions de mètres cubes de combustibles par an), satisfaisant de 75 à 85% de la demande en combustibles. Concernant la distribution, quatre entreprises interviennent sur le marché des combustibles liquides et trois sur celui du gaz liquéfié; toutes les quatre opèrent sur l'ensemble du territoire. Cinq entreprises prennent part au transport et à la distribution de gaz naturel, chacune dans la zone qui lui correspond par concession.

106. Les prix des combustibles liquides et du gaz liquéfié sont libres. Par le jeu de la parité à l'importation (*infra*), ils sont régis par les cours internationaux auxquels s'ajoutent les coûts et marges des entreprises. Des taxes spécifiques sont appliquées à l'essence et au diesel (voir le chapitre III 2) v)). La tarification de la distribution du gaz naturel est libre, sauf dans la région de Magallanes. La Loi sur les services de gaz autorise néanmoins le Tribunal de défense de la concurrence à demander au Ministère de l'économie de réglementer les tarifs appliqués aux usagers consommant moins de 100 gigajoules si, pendant un an, la rentabilité de l'entreprise de distribution dépasse de plus de cinq points le coût du capital calculé par le Ministère de l'économie. La Loi exige en outre que tous les consommateurs possédant des caractéristiques comparables paient le même tarif.

107. Le Fonds pour la stabilisation des prix du pétrole (FEPP), créé en 1991⁹⁷, et le Fonds pour la stabilisation des prix des combustibles (FEPCO), créé en 2005⁹⁸, ont pour objet de stabiliser les prix intérieurs des combustibles face aux fluctuations du marché pétrolier. Des fourchettes de prix sont établies chaque semaine dans les deux Fonds pour le mazout, l'essence, le kérosène, le diesel et le gaz liquéfié. Les limites supérieure et inférieure des fourchettes sont comparées au prix paritaire du produit respectif (prix *spot* du produit sur un marché approprié, livré en port chilien). Lorsque le prix

⁹⁵ Renseignements en ligne de la Commission nationale de l'énergie. Adresse consultée: http://www.cne.cl/archivos_bajar/produccion_anual_combustibles.xls.

⁹⁶ Renseignements fournis par les autorités chiliennes.

⁹⁷ Loi n° 19.030 de 1991, modifiée par la Loi n° 19.681 de 2000.

⁹⁸ Loi n° 20.063 du 29 septembre 2005, modifiée par la Loi n° 20.278 du 29 août 2008.

paritaire dépasse la limite supérieure de la fourchette, l'écart est imputé aux ressources du FEPP ou du FEPCO, selon le cas, et si le prix paritaire tombe au-dessous de la fourchette, le FEPP ou le FEPCO recouvrent les fonds en percevant des taxes. Les ajustements découlant des Fonds sont appliqués directement, sous la forme d'un impôt ou d'un crédit, aux producteurs et aux importateurs et, à travers eux, au reste de l'économie. À la fin du mois d'avril 2009, le FEPP disposait d'un solde estimé à 44 millions de dollars EU, tandis que le solde du FEPCO était estimé à 502 millions de dollars EU.⁹⁹

108. Selon le FMI, le gouvernement chilien a apporté 200 millions de dollars EU au FEPP pour faciliter l'ajustement de l'économie du pays à la hausse des cours du pétrole. Un apport supplémentaire de 1 milliard de dollars EU a été annoncé en juin 2008. Le FMI estime qu'à la suite de cette mesure, les subventions s'élèveraient à 500 millions de dollars EU.¹⁰⁰ Par ailleurs, le gouvernement a réduit de façon temporaire, et suivant des pourcentages variables, le taux de la taxe spécifique sur l'essence (voir également *infra*, iii)).

iii) Électricité

109. Le Chili possède une capacité installée de production d'électricité d'environ 13 000 MW (par rapport à 11 146 MW en 2002), dont 38% correspondent aux centrales hydroélectriques, 61,8% aux centrales thermiques et 0,2% aux centrales éoliennes. En 2007, la production brute d'électricité a atteint 56 378 GWh.¹⁰¹ Le secteur des industries extractives et le secteur industriel sont les principaux consommateurs d'énergie électrique et comptent pour environ 37% de la consommation totale. Le Chili importe approximativement 4% de sa consommation totale d'électricité.¹⁰²

110. Le coût de l'électricité est élevé au Chili. Son augmentation, au cours des dernières années, est due en partie à la baisse des livraisons de gaz naturel importé et à l'enchérissement des hydrocarbures. Ainsi, le prix moyen du marché du Réseau central¹⁰³ publié par la CNE est passé de 28,71 pesos/kWh en novembre 2006 à 57,19 pesos/kWh en mai 2009. La hausse des prix de l'électricité semble avoir eu une incidence négative sur la productivité industrielle (voir *supra*, 5)).

111. Le marché chilien de l'électricité comprend les activités de production, de transport et de distribution d'électricité qui, toutes, se trouvent entre les mains de capitaux privés, nationaux et étrangers. L'État exerce des fonctions de réglementation, de contrôle et de planification par le biais de la CNE et de la SEC. Les autorités de la concurrence peuvent réglementer les prix dans les segments où elles estiment que les conditions de concurrence ne sont pas remplies.¹⁰⁴ Les prix sont fixés librement en ce qui concerne la production d'électricité, alors que les tarifs du transport, de la distribution et de la fourniture aux petits consommateurs sont réglementés.

⁹⁹ Renseignements en ligne de la CNE. Adresse consultée: <http://www.cne.cl/hidrocarburos/destacados/comunicados/coffep30mar2009.htm>.

¹⁰⁰ FMI (2008).

¹⁰¹ Renseignements en ligne de la CNE. Adresse consultée: <http://www.cne.cl/estadísticas/anuario/electricidad>.

¹⁰² Renseignements en ligne de la CNE. Adresse consultée: http://10.0.0.128/cnewww/opencms/06_Estadísticas/anuario_estadístico/.

¹⁰³ Le prix moyen du marché est calculé sur la base des prix moyens des contrats souscrits par les clients libres et communiqués par les sociétés de production à la CNE, correspondant à la période de quatre mois prenant fin trois mois avant la date de publication du prix moyen du marché. Renseignements en ligne de la CNE. Adresse consultée: http://www.cne.cl/electricidad/destacados/precio_medio/Precio_Medio_de_Mercado_SIC_ABR.xls.

¹⁰⁴ OCDE (2004).

112. Le principal instrument régissant le secteur électrique est la Loi générale sur les services électriques.¹⁰⁵ Les modifications introduites à la Loi en 2004 et 2005 visent à renforcer la constitution d'un marché concurrentiel de la production et garantissent le libre accès aux lignes de transport et de distribution de l'électricité.

113. D'une manière générale, l'installation d'unités de production n'est pas soumise à l'obtention de concessions. S'agissant des centrales hydrauliques, l'obtention d'une concession n'est pas obligatoire mais facilite toutefois les démarches nécessaires à la mise en marche de la centrale.¹⁰⁶ Les projets de production sont soumis à l'octroi de permis environnementaux et d'autres autorisations, à l'instar de toute autre installation industrielle. Les pouvoirs publics peuvent exiger que les centrales respectent certaines prescriptions techniques avant leur raccordement au réseau, pour des raisons de sécurité et de qualité du service.¹⁰⁷

114. Les sociétés de production d'électricité peuvent souscrire, avec des sociétés de distribution électrique et/ou avec des gros clients industriels, des contrats de fourniture à long terme en vertu desquels elles s'engagent à satisfaire la demande du client aux prix convenus. Il existe parallèlement un marché à court terme (*spot*) sur lequel les centrales vendent l'énergie produite à des prix marginaux; la fonction de ce marché est de permettre à ces sociétés de combler l'écart entre leur production et leurs engagements contractuels. L'activité à court terme des centrales raccordées au réseau est planifiée et décidée par le Centre de dispatching économique de charge (CDEC), qui regroupe des représentants des sociétés de production, des sociétés de transport et des grands utilisateurs.

115. Les activités de transport sont réalisées par les entreprises d'électricité propriétaires des lignes et des postes servant au transport de l'électricité entre les centrales et les centres de distribution ou de consommation. Les sociétés de transport peuvent se constituer ou non en installations concessionnaires, sachant que les démarches administratives nécessaires à la mise en marche sont simplifiées pour les concessionnaires.¹⁰⁸ Les tarifs d'utilisation des lignes de transport sont réglementés.

116. Afin de garantir l'accès aux installations de transport et de poser l'obligation du service, la Loi n° 19.940 de 2004 (dite Loi courte I) portant modification de la Loi générale sur les services électriques établit que le transport de l'électricité via le réseau fédérateur et les lignes de répartition constitue un service public.¹⁰⁹ De ce fait, la société de transport est tenue de fournir le service à tout usager qui en ferait la demande et de mettre en œuvre les investissements nécessaires à la construction de nouvelles lignes ou à l'augmentation de la capacité des lignes existantes. Les sociétés de production peuvent imposer une servitude de passage sur la capacité de transport disponible moyennant le versement de péages. Le Centre de dispatching de chaque réseau coordonne les activités des sociétés de production et des sociétés de transport.

117. Le secteur de la distribution est composé des entreprises propriétaires des installations servant à la distribution de l'électricité aux consommateurs finals situés dans des régions géographiques déterminées. Pour exercer leur activité, les entreprises de distribution d'électricité doivent obtenir une

¹⁰⁵ Le DFL n° 4 publié le 5 février 2007 contient le texte refondu, coordonné et systématisé de la Loi générale sur les services électriques de 1982.

¹⁰⁶ Articles 2, 3 et 4 du DFL n° 4 de 2007.

¹⁰⁷ Loi n° 19.940 de mars 2004, publiée le 13 mars 2005.

¹⁰⁸ La demande de concession est optionnelle. Articles 2, 3 et 4 du DFL n° 4 de 2007.

¹⁰⁹ Le réseau fédérateur s'entend de l'ensemble des lignes et des postes électriques qui conforment le réseau de transport commun, et les réseaux de répartition sont ceux qui permettent de transporter l'énergie entre le réseau fédérateur et les points de consommation locaux.

concession de service public. Les concessions définitives sont accordées pour une durée indéterminée et ne sont pas exclusives.

118. Les entreprises concessionnaires sont tenues de fournir le service à toute personne qui en fait la demande dans la zone géographique qu'elles desservent. En outre, elles doivent souscrire des contrats de livraison d'électricité qui leur permettent de répondre aux prévisions de consommation de leur clientèle sur une période minimale de trois ans. En vertu de la Loi n° 20.018 de mai 2005 (Loi courte II) portant modification de la Loi générale sur les services électriques, les entreprises de distribution d'électricité doivent souscrire des contrats d'approvisionnement avec les centrales qui proposent le meilleur prix de l'énergie dans le cadre d'appels d'offres organisés à cet effet.

119. Les consommateurs sont classés selon l'importance de leur demande en électricité. Ceux qui possèdent une puissance raccordée inférieure à 2 000 kW (clients résidentiels, clients commerciaux et PME) sont considérés comme des clients réglementés et paient un tarif établi par la CNE.¹¹⁰ Les consommateurs dont la puissance raccordée est égale ou supérieure à 2 000 kW (gros utilisateurs industriels et miniers) sont considérés comme des clients libres et ont la possibilité de négocier des contrats d'achat d'électricité directement avec les sociétés de production; ces clients représentaient environ 61% de la consommation totale en 2007.

120. La Loi n° 20.040, publiée en juillet 2005, a établi une subvention au paiement de la consommation d'énergie électrique en faveur des usagers résidentiels à faibles revenus lorsqu'une augmentation du prix réelle et accumulée de 5% ou plus est enregistrée pendant une période de six mois. La subvention, qui a été appliquée de manière transitoire pendant la période 2005-2006, a été imputée au Trésor public. Par ailleurs, la Loi n° 20.258, publiée en mars 2008, a établi un mécanisme provisoire, dont l'application restera en vigueur jusqu'en mars 2011, pour le remboursement de la taxe spécifique sur les achats de diesel par les sociétés de production d'énergie électrique.

121. La création par la Loi n° 19.940 (2004) d'un panel d'experts ayant pour rôle de résoudre les différends entre les entreprises du secteur, ou entre ces entreprises et les autorités réglementaires, du fait de l'application des règles du secteur électrique, y compris en matière tarifaire, a constitué une réforme institutionnelle importante dans le secteur.

122. Le fonctionnement du système électrique chilien a été soumis à des pressions au cours des dernières années, en raison de la croissance de la demande intérieure, de l'augmentation des cours des hydrocarbures, et des restrictions sur les livraisons de gaz naturel importé qui alimente les centrales électriques, principalement au nord et au centre du pays. Ces restrictions ont contraint les centrales à utiliser du diesel, plus coûteux que le gaz naturel. Ces problèmes ont entraîné la suspension de divers projets d'investissement liés à des systèmes de production dépendant du gaz naturel, ainsi que l'augmentation des frais d'exploitation des industries à forte consommation d'énergie.

123. Bien que les mesures adoptées par les autorités pour faire face à l'insuffisance d'énergie électrique aient permis jusqu'à présent d'éviter le rationnement, le problème de l'approvisionnement en électricité et de la diminution des coûts de production continue de se poser à court terme. Selon les prévisions, l'établissement de nouvelles centrales de production et la mise en route des installations de gaz naturel liquéfié dans la zone centrale à la fin de l'année 2009, et dans la zone nord au début de l'année 2010, contribueront à résoudre le problème.

¹¹⁰ Les clients dont la puissance raccordée est supérieure à 500 kW et inférieure ou égale à 2 000 kW peuvent opter pour un régime à tarif réglementé ou un régime à prix libre.

124. Afin de réduire la dépendance vis-à-vis de certaines sources d'énergie, et pour des raisons environnementales, les pouvoirs publics chiliens cherchent à favoriser la diversification de la matrice énergétique. La Loi n° 20.257 d'avril 2008 relative aux sources d'énergie renouvelables non conventionnelles établit qu'à compter de 2010 les entreprises d'électricité qui s'approvisionnent auprès du système électrique aux fins de commercialisation de l'électricité devront prouver au CDEC que 5% de leurs approvisionnements annuels proviennent d'énergies renouvelables non conventionnelles telles que les énergies géothermique, éolienne, solaire, et la biomasse, entre autres; cette proportion sera accrue chaque année pour atteindre 10% en 2024. Des incitations fiscales sont prévues en contrepartie.

7) SERVICES

i) Caractéristiques générales et engagements multilatéraux

125. En 2008, les services ont représenté presque 67% du PIB chilien (à prix constants), contre 65,3% en 2003. Les sous-secteurs les plus importants ont été les services financiers et les services fournis aux entreprises¹¹¹ (16,8%) et les services personnels¹¹² (10,8%), suivis par les services de commerce, de restauration et d'hôtellerie (10,5%), de construction (7,5%) et de transports (7,3%).¹¹³ Le secteur des services employait près de 74% de la main-d'œuvre du pays en 2008.¹¹⁴

126. Le Chili est un importateur net de services et son compte des services est traditionnellement déficitaire (voir le chapitre I). En 2008, le secteur des services a reçu des investissements étrangers d'un montant de 1,1906 milliard de dollars EU, soit 22,7% des investissements étrangers directs qui sont entrés dans le pays pendant l'année en vertu du DL n° 600.¹¹⁵

127. Les engagements spécifiques contractés par le Chili au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) se répartissent dans cinq des 12 secteurs généraux définis dans la Classification sectorielle des services.¹¹⁶ Il s'agit des suivants: services fournis aux entreprises, services de communication, services financiers, services relatifs au tourisme et aux voyages et services de transports; dans ce dernier secteur, le Chili n'a pris d'engagements que pour les services annexes des transports aériens (tableau AIV.1).¹¹⁷ D'une manière générale, les conditions d'accès offertes par le Chili conformément au cadre réglementaire en vigueur sont plus libérales que celles décrites dans sa Liste d'engagements spécifiques.

128. Dans sa Liste d'engagements, le Chili a inscrit des limitations horizontales relatives à la présence commerciale et au mouvement des personnes physiques. Les premières concernent les fournisseurs de services qui opèrent au Chili par une présence commerciale¹¹⁸ et qui effectuent des investissements en vertu de la Loi sur l'investissement étranger (DL n° 600). Il convient d'indiquer à

¹¹¹ Y compris les services financiers, les services d'assurance, les services de location de biens immobiliers et les services fournis aux entreprises.

¹¹² Y compris les services d'éducation, de santé, et d'autres services.

¹¹³ Renseignements communiqués par la Banque centrale du Chili. Adresse consultée: <http://si2.bcentral.cl/Basededatos economicos>.

¹¹⁴ Renseignements communiqués par l'Institut national de statistique. Adresse consultée: <http://www.ine.cl>.

¹¹⁵ Renseignements en ligne du Comité de l'investissement étranger. Adresse consultée: <http://www.foreigninvestment.cl/estadisticas/estadisticas.asp>.

¹¹⁶ Document MTN.GNS/W/120 du 10 juillet 1991.

¹¹⁷ Documents de l'OMC GATS/SC/18 du 15 avril 1994, GATS/SC/18/Suppl.1 du 28 juillet 1995, GATS/SC/18/Suppl.2 du 11 avril 1997 et GATS/SC/18/Suppl.3 du 26 février 1998.

¹¹⁸ La présence commerciale inclut les sociétés cotées en bourse, les entreprises non cotées, les sociétés à responsabilité limitée et les filiales.

cet égard que lorsqu'il est décidé d'autoriser ou non les investissements étrangers pour la fourniture de services, il peut être tenu compte de l'effet de la présence commerciale sur l'activité économique (dont l'utilisation d'intrants d'origine nationale, entre autres choses), la productivité et la concurrence, et de sa contribution à l'accès du Chili aux marchés mondiaux. Il est également précisé que les investisseurs étrangers devront attendre trois ans après la réalisation de leur investissement avant de pouvoir transférer leurs capitaux à l'extérieur. Dans la pratique, le DL n° 600 autorise le rapatriement de capitaux un an après leur entrée au Chili (on trouvera au chapitre II 3) la pratique en vigueur dans ce domaine).

129. Pour ce qui est du mouvement des personnes physiques, des restrictions s'appliquent à la présence de personnel de haut niveau et spécialisé, qui, non seulement doit avoir travaillé dans la maison mère de l'entreprise de son pays d'origine depuis au moins deux ans, mais doit établir son domicile ou sa résidence au Chili. Par ailleurs, le nombre d'étrangers qu'une entreprise étrangère peut employer au Chili est limité à 15% de l'effectif total. Les fournisseurs de services se voient délivrer un permis les autorisant à rester au Chili pendant une période de deux ans, qui peut être prorogée de deux autres années.

130. La Liste d'exemptions de l'obligation NPF du Chili comprend les procédures de règlement des différends prévues dans les accords bilatéraux de protection des investissements existants ou futurs; les mesures de réciprocité concernant l'accès des navires chiliens aux cargaisons; l'Accord bilatéral de transport maritime de cargaisons signé avec le Brésil (1974); l'imposition des frets maritimes et des commissions sur fret; le cabotage maritime; l'Accord sur le transport international terrestre de 1977 signé avec l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, et les services audiovisuels.¹¹⁹

131. Le Chili a ratifié les quatrième et cinquième Protocoles annexés à l'AGCS, qui sont entrés en vigueur pour lui le 16 juin 1998¹²⁰, et a modifié sa Liste d'engagements spécifiques en matière de télécommunications¹²¹ et de services financiers.¹²² Il participe activement aux négociations sur les services dans le cadre du Programme de Doha pour le développement. En juillet 2003, il a présenté une offre initiale¹²³, et en juillet 2005, une offre révisée.¹²⁴

132. La majorité des ACR signés par le Chili contiennent des dispositions sur le commerce des services. Les accords varient quant à leur portée sectorielle et à la façon dont sont inscrits les engagements de libéralisation. Bien que la majorité des accords visent les secteurs des télécommunications, les services professionnels et l'admission temporaire de gens d'affaires, ce n'est pas le cas des services financiers car si certains ACR contiennent des règles particulières concernant ce secteur ou prévoient la tenue de négociations futures en vue de l'inclusion de telles règles, d'autres l'excluent de leur champ d'application. Quant à la façon d'inscrire les engagements, certains accords établissent une liste négative (par exemple, les ACR avec le Canada, les États-Unis, le Mexique et l'Amérique centrale, alors que d'autres contiennent une liste positive de secteurs à libéraliser (par exemple, l'accord avec les Communautés européennes).

¹¹⁹ Document de l'OMC GATS/EL/18 du 15 avril 1994.

¹²⁰ Documents de l'OMC WT/Let/227 du 29 juin 1998 et WT/Let/288 du 18 février 1999.

¹²¹ Document de l'OMC GATS/SC/18/Suppl.2 du 11 avril 1997.

¹²² Document de l'OMC GATS/SC/18/Suppl.3 du 26 février 1998.

¹²³ Document de l'OMC TN/S/O/CHL du 16 juillet 2003.

¹²⁴ Document de l'OMC TN/S/O/CHL/Rev.1 du 5 juillet 2005.

ii) Télécommunications

133. Le secteur des télécommunications est géré par le secteur privé. Les concessions afférentes à la prestation de services publics de télécommunications et de services intermédiaires sont attribuées à des entreprises constituées au Chili, quelle que soit l'origine du capital. Toutefois, les concessions concernant la radiodiffusion sonore en réception libre accordées à des entreprises possédant plus de 10% de capital étranger, ne sont octroyées que si le pays d'origine de ces entreprises offre la réciprocité aux Chiliens. Les tarifs d'interconnexion sont fixés par la loi et des tarifs maximaux sont établis pour les entreprises concessionnaires qui ont une position dominante pour certains des services pouvant être assujettis à cette procédure. Depuis le dernier examen de la politique commerciale du Chili, aucun changement majeur n'a été apporté à la législation applicable au secteur, bien que l'on ait commencé à appliquer de nouvelles dispositions dans les domaines du service de voix sur IP et de la portabilité numérique. Le Chili n'a pas pris d'engagement au titre de l'AGCS concernant la fourniture de services de télécommunications de base sur le marché local.

a) Caractéristiques générales

134. Entre 2003 et 2008, la valeur ajoutée du secteur des télécommunications chilien a augmenté à un taux réel moyen de 9,3% par an¹²⁵; dans le même intervalle, sa part du PIB à prix constants est passée de 2,3 à 2,8%.¹²⁶ Les communications figurent parmi les trois principales destinations de l'investissement étranger direct au Chili, ayant reçu près de 2,616 milliards de dollars EU dans le cadre du DL n° 600 au cours de la période allant de 2003 à 2008.¹²⁷

135. Dans le sous-secteur des télécommunications, les segments de marché qui ont connu le plus vif essor sont la téléphonie mobile et les services d'accès à Internet, alors que la téléphonie fixe a vu au contraire sa part progressivement diminuer. Entre 2003 et 2008, le nombre d'abonnés à des lignes de téléphonie mobile a doublé pour atteindre 14,7 millions, ce qui représente un taux de pénétration de 87,8 abonnés pour 100 habitants.¹²⁸ De même, le nombre de connexions à Internet est passé de 836 000 à la fin de 2003 à 1,4 million en septembre 2008, et le taux de pénétration d'Internet est passé de 2,2 à 8,4 pour 100 habitants.¹²⁹ Les taux de pénétration des deux services se situent parmi les plus élevés d'Amérique latine.¹³⁰ Sur le marché d'Internet, les connexions d'accès dédié (ADSL pour l'essentiel) ont enregistré une croissance notable, représentant 98,4% de toutes les connexions à Internet. À la fin de 2008, le pays comptait près de 3,5 millions de lignes téléphoniques fixes, avec un taux de pénétration de 20,9 abonnés pour 100 habitants.¹³¹

136. Le secteur des télécommunications du Chili a été entièrement privatisé durant les années 1980 et possède aujourd'hui une infrastructure moderne. Pour ce qui est de l'organisation du marché, en 2008, le pays comptait 16 fournisseurs de téléphonie fixe, trois de téléphonie mobile et 32 fournisseurs d'accès à Internet. L'entreprise Telefónica (CTC) conservait sa position dominante avec une part de 60,1% du secteur de la téléphonie fixe et de 45,7% de celui d'Internet. Dans le

¹²⁵ Le PIB des communications comprend, outre les télécommunications, les services postaux.

¹²⁶ Renseignements communiqués par la Banque centrale du Chili. Adresse consultée: <http://si2.bcentral.cl/Basededatoseconomicos/>.

¹²⁷ Renseignements en ligne du Comité de l'investissement étranger. Adresse consultée: <http://www.foreigninvestment.cl/estadisticas/estadisticas.asp>.

¹²⁸ Renseignements en ligne du Sous-Secrétariat aux télécommunications (SUBTEL). Adresse consultée: http://www.subtel.cl/prontus_subtel/site/artic/20070212/pags/20070212182348.html#F1.

¹²⁹ Renseignements en ligne du SUBTEL. Adresse consultée: www.subtel.cl/.

¹³⁰ Union internationale des télécommunications. Adresse consultée: <http://www.itu.int/ITU-D/ict/eye/>.

¹³¹ SUBTEL (2008).

domaine de la téléphonie mobile, l'entreprise Movistar comptait à elle seule 42,6% des abonnés.¹³² L'État ne fournit pas de services de télécommunications, mais il joue un rôle régulateur.

b) Cadre réglementaire et institutionnel

137. Le Ministère des transports et des télécommunications (MTT), par le biais du Sous-Secrétariat aux télécommunications (SUBTEL), est chargé de formuler les politiques concernant le secteur, d'appliquer les règlements y afférents (y compris les règlements techniques) et de veiller à leur mise en œuvre, d'administrer le spectre radioélectrique, de prendre les décisions relatives aux demandes de concession, de permis et de licences et d'appliquer les sanctions administratives prévues par la loi. Le Ministère de l'économie prend part à la fixation des prix et signe, conjointement avec le MTT, les décrets tarifaires en la matière. Le Tribunal de défense de la concurrence décide de la date où sont fixés les tarifs des services de télécommunications susceptibles d'être soumis à cette procédure par la loi (voir plus bas).

138. La Loi générale sur les télécommunications (LGT)¹³³ dispose que l'on peut utiliser le spectre radioélectrique librement et sur un plan égalitaire par la voie de concessions, permis ou licences. Les concessions relatives aux services publics de télécommunications et aux services intermédiaires¹³⁴ sont accordées par le MTT (par le biais du SUBTEL) par décret suprême et ont une durée de 30 ans. Une concession est également exigée pour fournir des services de radiodiffusion sonore et télévisuelle¹³⁵; dans ce cas, la concession est valable 25 ans.¹³⁶ Si pour des raisons techniques, on ne peut octroyer qu'un nombre limité de concessions (par exemple, parce que le spectre radioélectrique est restreint), celles-ci sont attribuées dans le cadre d'appels d'offres publics. Les concessions sont attribuées à des personnes morales, constituées au Chili et domiciliées dans le pays¹³⁷; aucune restriction ne s'applique à l'origine du capital. Toutefois, s'agissant des concessions relatives à la radiodiffusion sonore en réception libre demandées par des personnes morales dont le capital est à plus de 10% étranger, celles-ci ne sont attribuées qu'après qu'il a été accrédité que le pays d'origine du capital accorde la réciprocité aux Chiliens.¹³⁸ D'autres services de télécommunications exigent des permis ou des licences. L'octroi de concessions, de permis et de licences est gratuit et des droits ne sont exigibles que pour l'utilisation du spectre radioélectrique; les formalités à suivre sont indiquées sur le site Web du SUBTEL.¹³⁹

139. Des prescriptions en matière de nationalité s'appliquent en ce qui concerne les concessionnaires de radiodiffusion en réception libre. Conformément à l'article 22 de la LGT, les présidents, cadres, administrateurs et représentants légaux de ces sociétés doivent être chiliens.¹⁴⁰ Toutefois, les directeurs peuvent être de nationalité étrangère, du moment qu'ils ne sont pas majoritaires. Dans le cas des concessions de radiodiffusion télévisuelle, les présidents, directeurs, cadres, administrateurs et représentants légaux des sociétés doivent être chiliens.¹⁴¹

¹³² SUBTEL (2008).

¹³³ Loi n° 18.168, publiée le 2 octobre 1982, et ses modifications.

¹³⁴ Il s'agit notamment de la transmission et/ou de la commutation de signaux et de la téléphonie longue distance.

¹³⁵ Les concessions relatives à la radiodiffusion télévisuelle sont attribuées par résolution du Conseil national de la télévision (CNTV) conformément à l'article 27 de la Loi n° 18.838 portant création du CNTV.

¹³⁶ Article 8 de la LGT et article 15 de la Loi n° 18.838.

¹³⁷ Article 21 de la LGT.

¹³⁸ Loi n° 19.733 sur les libertés d'opinion et d'information et sur l'exercice du journalisme (article 9).

¹³⁹ Renseignements en ligne du SUBTEL. Adresse consultée: http://www.subtel.cl/prontus_subtel/site/edic/base/port/p_auto_tramites.html.

¹⁴⁰ Voir aussi l'article 18 de la Loi n° 18.838 portant création du Conseil national de la télévision.

¹⁴¹ Article 18 de la Loi n° 18.838.

140. Les entreprises concessionnaires de services publics de télécommunications et de services intermédiaires de téléphonie longue distance ont l'obligation d'établir et d'accepter les interconnexions.¹⁴² Tout opérateur intéressé peut offrir des prestations complémentaires par le biais des réseaux publics, en connectant des matériels à ces réseaux; la commercialisation de ces services n'exige pas d'accord préalable des concessionnaires des services publics de télécommunications, qui ne peuvent pas faire de discrimination entre les fournisseurs de prestations complémentaires.

141. La LGT établit un régime général de liberté tarifaire pour la prestation de services de télécommunications, mais dispose aussi que si le Tribunal de défense de la concurrence détermine que certains services ne sont pas administrés dans des conditions concurrentielles, les tarifs devront être fixés.¹⁴³ Les services qui peuvent être soumis à cette procédure sont les services publics téléphoniques locaux et longue distance nationaux et internationaux (à l'exclusion de la téléphonie mobile), et les services de commutation et/ou de transmission de signaux fournis à titre de services intermédiaires ou de circuits privés. Pendant la période à l'examen, on n'a établi de tarifs que pour les services de téléphonie locale fixe et ceux-ci ont cessé de s'appliquer à compter de 2009.

142. Lorsque le Tribunal de défense de la concurrence détermine qu'il faut fixer des tarifs, le SUBTEL se charge de les calculer suivant les étapes établies par les Règlements tarifaires pertinents.¹⁴⁴ Conformément à la LGT, le SUBTEL fixe tous les cinq ans les tarifs maximaux que peuvent appliquer les concessionnaires du service public de téléphonie locale considérés comme dominants, ainsi que les tarifs d'interconnexion. Les décrets tarifaires peuvent être consultés sur le site Web du SUBTEL.¹⁴⁵

143. La législation chilienne a ceci de particulier qu'elle prévoit la fixation des tarifs d'interconnexion que doivent appliquer tous les concessionnaires de services publics de télécommunications.¹⁴⁶ C'est le cas des tarifs fixe/mobile qui sont fixés pour les compagnies de téléphonie mobile et payés par l'utilisateur pour les terminaisons d'appel vers les réseaux mobiles. La méthode de calcul des tarifs d'interconnexion est complexe et semble avoir créé un déséquilibre en ce que les tarifs sont beaucoup plus élevés pour la téléphonie mobile que pour la téléphonie fixe.

144. Les entreprises concessionnaires des appels nationaux et internationaux longue distance doivent être constituées en sociétés anonymes cotées en bourse (c'est-à-dire soumises au contrôle de l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances, lesquelles peuvent être des filiales des entreprises concessionnaires de services publics de télécommunications ou des sociétés affiliées à ces entreprises.

iii) Services financiers

145. Le Chili possède un secteur financier diversifié très intégré à l'échelle internationale. Depuis 2003, il n'a pas apporté de changement fondamental aux règlements applicables au secteur bancaire, mais l'a fait en revanche dans les secteurs des assurances et des fonds de pension. Pour des motifs d'intérêt national, une autorisation est exigée pour qu'une personne puisse acquérir plus de 10% du capital d'une banque. Des plafonds sont fixés pour les taux d'intérêt des prêts bancaires. Les banques et les compagnies d'assurance doivent se constituer en sociétés anonymes ou établir des succursales dotées de capitaux distincts pour pouvoir fournir des services au Chili. Les succursales

¹⁴² Article 25 de la LGT.

¹⁴³ Article 29 de la LGT.

¹⁴⁴ Règlement n° 4 (16 janvier 2003) et Règlement n° 381 (29 juillet 1998).

¹⁴⁵ Renseignements en ligne du SUBTEL. Adresse consultée: http://www.subtel.cl/prontus_subtel/site/artic/20070102/pags/2007010_2135454.html.

¹⁴⁶ Article 25 de la LGT.

des compagnies d'assurance étrangères sont autorisées depuis 2007; ces compagnies sont également autorisées à procéder à la vente directe d'assurance relative au transport maritime international, au transport aérien commercial international et aux marchandises en transit, mais seulement si elles sont établies dans des pays avec lesquels le Chili a conclu un traité international autorisant la souscription de telles assurances.

a) Introduction

146. En 2008, les services financiers¹⁴⁷ ont représenté 16,8% du PIB à pesos constants, contre 15% enregistrés en 2003.¹⁴⁸ Entre 2003 et 2008, les services financiers ont augmenté à un taux réel moyen de 7,2% par an. L'emploi dans ce secteur est passé de 8,1 à 9,1% pendant la même période.¹⁴⁹ Le commerce des services financiers et des assurances chilien est resté déficitaire pendant la période à l'examen, atteignant 657,9 millions de dollars EU en 2008, par suite d'importations d'une valeur de 970,9 millions de dollars et d'exportations d'un montant de 313 millions de dollars EU.¹⁵⁰

147. Le Chili possède un secteur financier diversifié très intégré à l'échelle internationale. Le secteur opère dans des conditions de surveillance et de réglementation jugées satisfaisantes par les organismes internationaux.¹⁵¹ Depuis 1997, le Chili applique les normes internationales Bâle I et travaille à la mise en place des normes Bâle II. Dans la région latino-américaine, le secteur financier chilien, dont en particulier le secteur bancaire, affiche l'un des niveaux les plus élevés de solvabilité.¹⁵² En 2008, le taux moyen d'adéquation des fonds propres de la banque chilienne avoisinait les 12%.¹⁵³

148. Les secteurs les plus importants du marché des services financiers sont le secteur bancaire, les assurances et les fonds de pension. Depuis leur privatisation en 1981, ce dernier secteur (les sociétés de gestion de fonds de pensions) a connu un remarquable essor. Le marché local des capitaux est également important en volume, si on le compare à d'autres marchés d'Amérique latine.¹⁵⁴

149. La Loi n° 20.130 de 2006 prévoyait une réduction progressive des droits de timbre (de 1,6 à 1,2% du capital en 2009) frappant les opérations de crédit et exonérait de cette imposition les opérations de refinancement de crédits. La Loi n° 20.326 du 20 janvier 2009 prévoit que cet impôt ne s'applique pas aux opérations de crédit en 2009, s'applique à un taux de 0,6% pendant la première moitié de 2010 et soit rétabli à 1,2% pendant la deuxième moitié de 2010. En outre, cette loi prévoit la diminution progressive du taux applicable aux instruments et aux documents relatifs aux opérations de crédit à vue à durée indéterminée. La Loi n° 20.291 du 15 septembre 2008 a supprimé à compter du 1^{er} octobre 2008 les impôts sur le virement de chèques et les virements ou les paiements effectués par ordre de paiement.

¹⁴⁷ Y compris les services financiers, les services d'assurance, les services de location de biens immobiliers et les services fournis aux entreprises.

¹⁴⁸ Renseignements de la Banque centrale du Chili. Adresse consultée: <http://si2.bcentral.cl/Basededatoseconomicos>.

¹⁴⁹ Renseignements de l'Institut national de statistique. Adresse consultée: <http://www.ine.cl/>.

¹⁵⁰ Renseignements en ligne de la Banque centrale du Chili. Adresse consultée: http://si2.bcentral.cl/basededatoseconomico/951_417.asp?m=BP_serv_X&f=T&i=E et http://si2.bcentral.cl/basededatoseconomico/951_417.asp?m=BP_serv_M&f=T&i=E.

¹⁵¹ FMI (2004b).

¹⁵² SBIF (2009).

¹⁵³ Banque centrale du Chili (2008).

¹⁵⁴ FMI (2004a).

b) Secteur bancaire

Caractéristiques générales

150. En décembre 2008, le système bancaire chilien détenait des avoirs d'un montant de 103 000 milliards de pesos chiliens (163,723 milliards de dollars EU), soit près de 116% du PIB, tandis que les dépôts totaux s'élevaient à 61 000 milliards de pesos chiliens (97,128 milliards de dollars EU), soit 69% du PIB.¹⁵⁵ À la même date, le système bancaire chilien comprenait onze banques privées nationales, 12 banques privées étrangères (filiales et succursales) et une banque appartenant à l'État (BancoEstado). Les banques et succursales appartenant à des étrangers ou contrôlées par eux représentaient 41% environ du total des actifs (45% en 2002), alors que les banques privées nationales se taillaient une part de 44% et la banque centrale de 15%.¹⁵⁶

151. Suivant la tendance mondiale, le secteur bancaire chilien connaît une concentration croissante depuis deux décennies, bien que pendant la période allant de 2003 à 2008, le nombre d'établissements soit resté relativement stable, ne passant que de 26 à 24. À la fin de 2008, les cinq plus grandes banques représentaient 73% des actifs totaux.¹⁵⁷ Il existe quelques conglomérats fortement implantés dans divers segments financiers. Le Comité des Directeurs généraux, créé en 2003 pour coordonner le travail des trois organismes de surveillance financière¹⁵⁸, avec la participation d'un observateur de la Banque centrale, est notamment chargé de superviser l'activité des conglomérats en procédant à des échanges de renseignements (Loi n° 20.190).

152. Pendant la période à l'examen, on peut observer une augmentation de la marge (voir le chapitre I), toutefois, celle-ci reste relativement basse, ce qui traduit un degré d'efficacité important. Le système financier chilien se caractérise aussi par le fait qu'il maintient un bas niveau de dollarisation et qu'il octroie des crédits pour de longues durées, comme en témoigne l'utilisation fréquente d'instruments d'indexation (comme les "unidades de fomento (UF)", unités de compte).¹⁵⁹

153. En accord avec la Banque centrale du Chili, la solidité dont la banque chilienne a fait preuve, à laquelle est venue s'ajouter un faible degré d'exposition aux risques du crédit, du marché et des liquidités, lui a permis de faire face à la crise financière mondiale. Néanmoins, face à une conjoncture économique incertaine, on a observé un ralentissement des crédits au financement des entreprises et du crédit à la consommation.¹⁶⁰

Cadre juridique et institutionnel

154. Le cadre institutionnel du système bancaire n'a pas subi de changements fondamentaux depuis 2003. Les principales instances réglementaires sont l'Autorité de contrôle des banques et des établissements financiers, institution autonome relevant du Ministère des finances, et la Banque centrale du Chili. L'Autorité de contrôle a pour mission de superviser les banques et autres établissements financiers.¹⁶¹ La Banque centrale détermine les réserves obligatoires (techniques) que

¹⁵⁵ Renseignements communiqués par les autorités chiliennes.

¹⁵⁶ Renseignements communiqués par les autorités chiliennes.

¹⁵⁷ Ces établissements sont les suivants: Banco Santander-Chili (20,5%), Banco de Chile (17,58%), BancoEstado (14,9%), Banco de Crédito e Inversiones (13,08%) et Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, Chili (7,52%).

¹⁵⁸ Le Directeur général des banques, l'Inspecteur général des valeurs mobilières et des assurances et le Directeur général des pensions.

¹⁵⁹ FMI (2004a).

¹⁶⁰ Banque centrale du Chili (2008).

¹⁶¹ Les statuts de l'Autorité de contrôle figurent dans le Titre premier de la Loi générale sur les banques.

doivent maintenir les banques, les niveaux de garanties bancaires et de garanties des transactions en monnaie étrangère, ainsi que le taux d'intérêt maximal que peuvent appliquer les banques. Les autorités chargées de la concurrence veillent au bon comportement du marché bancaire.

155. Depuis le dernier examen, le Chili n'a pas beaucoup modifié le cadre juridique de base de l'activité bancaire figurant dans la Loi générale sur les banques (LGB) et ses modifications (Décret ayant force de Loi n° 3 de 1997 du Ministère des finances) bien que quelques réformes importantes aient été opérées dans des domaines comme la promotion du secteur du capital risque (Loi n° 20.190 du 5 juin 2007, dite Loi MK II) et la pension de vieillesse (Loi sur la réforme provisoire n° 20.2555 du 17 mars 2008, voir plus bas). Le Recueil de règles financières de la Banque centrale réunit une grande partie des règlements applicables aux opérations bancaires.¹⁶²

156. Les procédures d'enregistrement et d'agrément des banques sont énoncées dans les articles 27 à 39 de la LGB. Les établissements bancaires doivent se constituer en sociétés anonymes ou comme succursales. Les actionnaires fondateurs doivent présenter le projet de création de banque à l'Autorité de contrôle, un plan d'exploitation pour les trois premières années et une garantie équivalant à 10% du capital de la société projetée, tout en respectant les prescriptions en matière de solvabilité et d'intégrité. Aucune limite n'est imposée aux actions qu'un investisseur peut détenir à lui seul dans une banque, ni au pourcentage global du système bancaire qu'un investisseur peut contrôler. Pour des motifs d'intérêt national, toutefois, pour acquérir directement, ou par l'intermédiaire de tierces parties, plus de 10% du capital d'une banque, toute personne doit obtenir l'autorisation préalable de l'Autorité de contrôle.¹⁶³ Cette règle a pour objet d'éviter que ceux qui ne remplissent pas les prescriptions établies par la Loi s'assurent d'une participation dans une banque en achetant des actions. Pour créer une banque, le capital minimum requis est de 800 000 UF (28,7 millions de dollars EU).

157. L'Autorité de contrôle des banques et établissements financiers peut décider de rejeter le projet de création de banque dans un délai de 180 jours au motif que les actionnaires ne remplissent pas les conditions voulues; si elle ne se prononce pas dans ce délai, on applique la procédure d'approbation tacite, c'est-à-dire que la licence est considérée comme accordée (modification établie par la Loi n° 20.190 du 5 juin 2007). Les autorités ont indiqué que ces dernières années, les demandes de création de banque ont toujours été instruites en moins de 180 jours.

158. La législation autorise les nationaux et les résidents chiliens à effectuer des dépôts ou à obtenir des prêts dans des banques situées à l'extérieur. Toutefois, la fourniture transfrontières de services bancaires n'est pas autorisée.

159. Après avoir obtenu l'autorisation préalable de l'Autorité de contrôle, une banque étrangère peut opérer au Chili en détenant des actions dans une banque chilienne, en se constituant en société anonyme au Chili, ou en établissant une succursale dotée d'un capital distinct, conformément à la LGB et à la Loi n° 18.046 relative à l'établissement d'une agence de société anonyme étrangère. Le capital et les réserves que les banques étrangères allouent à leurs succursales doivent être effectivement incorporés et convertis en monnaie nationale. Lorsqu'une succursale et sa maison mère effectuent des transactions à l'extérieur, l'une et l'autre sont considérées comme des entités indépendantes. Aucune restriction ne s'applique pour ce qui est du nombre de succursales de banques étrangères qui peuvent opérer dans le pays. La LGB dispose que pour autoriser la participation d'une banque étrangère dans une banque chilienne ou la création d'une succursale d'une banque étrangère au Chili, il faut que ses activités soient soumises à une surveillance adéquate dans le pays de la maison

¹⁶² Le recueil peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.bcentral.cl/normativa/normas-financieras/index.htm>.

¹⁶³ Article 36 de la LGB.

mère et que la banque ait obtenu l'autorisation préalable de l'organisme de contrôle compétent.¹⁶⁴ Les succursales des banques étrangères sont soumises aux mêmes règles que les banques nationales, elles peuvent mener les mêmes activités qu'elles¹⁶⁵ et recueillir des fonds sur le marché local. Une banque étrangère peut aussi posséder un bureau de représentation au Chili, sous réserve que le Directeur général de l'Autorité de contrôle l'y autorise; les bureaux de représentation ne peuvent pas réaliser de virements bancaires en leur nom propre. Les autorités ont indiqué que depuis 2003, aucune demande d'établissement d'une banque ou d'une succursale au Chili émanant d'étrangers n'a été rejetée.

160. Les banques établies au Chili, qu'elles soient nationales ou étrangères, peuvent constituer des filiales d'appui au virement bancaire¹⁶⁶ et en être actionnaires, ainsi que des sociétés dotées d'un capital distinct proposant divers services financiers autorisés par la Loi.¹⁶⁷ Les banques ne peuvent pas participer en qualité d'actionnaires de sociétés menant des activités autres que ces services; pour être plus précis, elles ne peuvent pas détenir d'actions de compagnies d'assurance, d'entreprises industrielles, d'entreprises commerciales et d'entreprises de services publics, entre autres choses. La LGB autorise les banques chiliennes à mener des activités à l'étranger, du moment qu'elles satisfont aux prescriptions minimales en matière de fonds propres et que le pays où elles opèrent soit doté d'un système de contrôle adéquat.¹⁶⁸

161. Les autorités se sont efforcées d'éviter que du fait de la concentration, les banques adoptent des pratiques liées à leur position dominante. Ainsi, des limites sont fixées aux taux d'intérêt maximaux (taux conventionnel maximal – TCM) que les banques peuvent appliquer aux prêts, en fonction du montant, de l'échéance, de la monnaie, et selon que le crédit est réajustable en fonction de l'inflation.¹⁶⁹ Conformément aux réformes introduites en 2004 dans la Loi sur les droits des consommateurs¹⁷⁰, tous les établissements financiers qui proposent des crédits à la consommation, y compris les compagnies de cartes de crédit, doivent respecter le TCM. Les autorités chargées de la concurrence sont intervenues pour lutter contre la collusion sur le marché du crédit à la consommation.¹⁷¹

162. Le Chili possède un système de garantie des dépôts qui couvre 100 ou 90% du montant déposé, selon qu'il s'agit de dépôts à vue ou à terme; dans le deuxième cas, le plafond s'élève à 120 UF (4 320 dollars EU).¹⁷²

163. Le Chili a adhéré au cinquième Protocole annexé à l'AGCS. Conformément à sa Liste d'engagements spécifiques, il n'impose pas de limites à l'accès aux marchés et au traitement national pour ce qui est de la présence commerciale destinée à fournir des services de virement bancaire et des services complémentaires. Bien que dans sa Liste d'engagements, il ait maintenu le droit d'exiger un critère de nécessité sous forme d'une autorisation de l'Autorité de contrôle ou de la Direction générale

¹⁶⁴ Article 29 de la LGB.

¹⁶⁵ L'article 69 de la LGB dresse la liste des activités que peuvent effectuer les banques.

¹⁶⁶ Ces établissements se définissent comme fournissant des services destinés à faciliter la réalisation des objectifs de l'établissement bancaire.

¹⁶⁷ À savoir: les courtiers en valeurs, les courtiers en bourse, l'administration de fonds mutuels, de fonds d'investissement ou de fonds de placement en titres étrangers, la titrisation, les courtiers d'assurances, les baux, l'affacturage, le conseil financier, la garde de titres et le conseil en matière de régimes de pensions.

¹⁶⁸ Article 76 de la LGB.

¹⁶⁹ En janvier 2009, le TCM était de 29,91% pour les crédits non réajustables libellés en monnaie nationale et à moins de 90 jours d'un montant pouvant atteindre 5 000 UF, et de 22,2% pour les crédits d'un montant supérieur à 5 000 UF. Voir l'adresse: <http://www.sbif.cl/sbifweb/servlet/InfoFinanciera?indice=4.2.1&FECHA=1/1/2009>.

¹⁷⁰ Loi n° 19.496 de 1997 modifiée par la Loi n° 19.955 de juillet 2004.

¹⁷¹ Voir par exemple le Jugement n° 63 d'avril 2008 du Tribunal de défense de la concurrence.

¹⁷² Le 31 mars 2009, 1 UF équivalait à 36 dollars EU.

des valeurs et des assurances, cet examen a été supprimé par la modification des lois relatives aux banques et aux assurances. Les banques étrangères doivent être des sociétés légalement constituées dans leur pays d'origine, acquérir la personnalité juridique au Chili et réunir le capital établi par la loi. Conformément aux engagements chiliens, les investisseurs étrangers dans le secteur financier pourront transférer leurs capitaux à l'extérieur deux ans après les avoir fait entrer¹⁷³ (le régime qui prévaut dans la pratique en matière de rapatriement des capitaux est décrit au chapitre II 3)).

164. Certains ACR souscrits par le Chili contiennent des chapitres sur les services financiers, comme les accords avec le Japon, l'Australie, l'Union européenne et les États-Unis. D'autres accords prévoient une négociation future en vue de leur inclusion, comme par exemple, les accords avec la Corée, l'AELE, la Colombie, le Pérou, la Chine et le P-4. Dans d'autres cas, les services financiers n'ont pas été inclus (accord avec l'Amérique centrale). L'Autorité de contrôle a conclu des mémorandums d'entente avec les États-Unis, l'Espagne, l'Argentine, la République dominicaine et le Pérou.

c) Assurances

Caractéristiques générales

165. Pendant la période à l'examen, les actifs des compagnies d'assurance ont connu une progression régulière; en 2008, ils se montaient à 33,652 milliards de dollars EU (contre 14,559 milliards en 2003) et représentaient 19,9% du PIB. Pendant la même période, le patrimoine des compagnies d'assurance est passé de 2,356 milliards de dollars EU à 3,280 milliards.¹⁷⁴ En 2007, les primes d'assurance représentaient 3,57% du PIB; les compagnies d'assurance générale y contribuaient à hauteur de 1,19%, tandis que les compagnies d'assurance-vie en représentaient 2,38%.¹⁷⁵ Le secteur des assurances chilien est relativement important; son expansion est liée à l'accroissement des fonds de pension qui, conformément à la loi, doivent couvrir les risques de décès ou d'incapacité résultant des accidents du travail de leurs adhérents.

166. À la fin de 2008, il y avait au total 52 compagnies d'assurance (contre 53 en 2003), dont 23 étaient des compagnies d'assurance générale et 29 des compagnies d'assurance-vie.¹⁷⁶ Ces dernières dominent le marché avec près de 70% du total des primes. Dans les deux groupes, les compagnies étrangères ont une participation majoritaire: 67% du marché de l'assurance générale et 58% du marché de l'assurance-vie. En 2008, on comptait aussi sur le marché 103 compagnies de réassurance, 48 courtiers de réassurance, 187 liquidateurs et 2 269 courtiers d'assurance.¹⁷⁷

Cadre juridique et institutionnel

167. L'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances, institution autonome relevant du Ministère des finances, est chargée de superviser les activités et entités qui participent au marché des valeurs et des assurances au Chili, ainsi que de réglementer ces activités. La Loi sur les compagnies d'assurance (DFL n° 251 de 1931 et ses modifications) constitue le cadre juridique de base du secteur de l'assurance. S'appliquent aussi le Code du commerce (règles sur les contrats

¹⁷³ Documents de l'OMC GATS/SC/18 du 15 avril 1994 et GATS/SC/18/Suppl.3 du 26 février 1998.

¹⁷⁴ Renseignements de l'Inspection générale des valeurs mobilières des assurances. Adresse consultée: http://www.svs.cl/sitio/estadisticas/seg_mercado.php.

¹⁷⁵ Renseignements communiqués par les autorités chiliennes.

¹⁷⁶ Renseignements de l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances. Adresse consultée: http://www.svs.cl/sitio/estadisticas/seg_mercado.php.

¹⁷⁷ Renseignements de l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances. Adresse consultée: http://www.svs.cl/sitio/estadisticas/seg_mercado.php.

d'assurance), le DL n° 1.092 de 1975 sur les mutuelles d'assurance et la Loi n° 18.490 de 1986 sur les assurances obligatoires accidents corporels.

168. Pour mener des activités d'assurance et de réassurance au Chili, il faut obtenir l'autorisation de l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances. La Loi sur les compagnies d'assurance réserve cette activité aux sociétés anonymes constituées au Chili dans ce but exclusif.¹⁷⁸ Toutefois, la Loi n° 20.190 de juin 2007 (Loi MK II) a introduit une réforme importante en autorisant l'établissement au Chili de succursales dotées d'un capital distinct par les compagnies d'assurance étrangères. Une fois autorisées par l'Inspection générale, les succursales des compagnies étrangères ont les mêmes droits et obligations que les compagnies d'assurance nationales.

169. D'une manière générale, les compagnies d'assurance étrangères ne peuvent pas proposer d'assurances ni en souscrire au Chili, directement ou par le biais d'intermédiaires. Néanmoins, par une autre réforme mise en place par la Loi n° 20.190, à partir de 2007, les compagnies d'assurance étrangères sont autorisées à vendre directement des assurances relatives au transport maritime international, au transport aérien commercial international et aux marchandises en transit. Cette autorisation se limite toutefois aux compagnies d'assurance étrangères établies dans un pays avec lequel le Chili a conclu un traité international autorisant la souscription de telles assurances. C'est le cas des traités conclus avec les États-Unis, la Communauté européenne, le Japon et l'Australie.

170. Le DFL n° 251 dispose également que toute personne physique ou morale chilienne peut souscrire librement des assurances à l'étranger, en se conformant à la législation sur les changes internationaux. Cette possibilité n'est pas ouverte pour les assurances obligatoires et les assurances liées au régime de pensions et de sécurité sociale qui doivent être souscrites au Chili.

171. Pour constituer une compagnie d'assurance, il faut un capital minimal de 90 000 UF (3,2 millions de dollars EU) et dans le cas d'une compagnie de réassurance, d'au moins 120 000 UF (4,3 millions de dollars EU).¹⁷⁹ Les compagnies d'assurance-vie ne peuvent pas offrir d'assurances générales et inversement. En outre, les compagnies d'assurance ne peuvent pas réassurer les risques du groupe dans le cadre duquel elles sont autorisées à opérer. Les risques du crédit doivent être assurés par une compagnie d'assurance générale qui a pour objet exclusif de couvrir ce type de risque.

172. Quiconque demande une licence pour exploiter une compagnie d'assurance générale peut demander à l'Inspection générale de prendre une décision à l'expiration d'un délai de 60 jours. À compter de là, l'Inspection générale aura cinq jours pour répondre; si elle ne répond pas, il sera considéré que la demande a été rejetée. Dans la pratique, l'Inspection générale fournit un rapport motivant le rejet. Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur la transparence en avril 2009, l'Inspection générale est tenue de donner les motifs du rejet. Dans le cas des demandes concernant l'assurance-vie, elle a 90 jours pour approuver ou rejeter la demande; si elle ne rend pas de décision, la licence est considérée comme octroyée. Les autorités ont indiqué que le délai moyen pour l'autorisation d'une licence va de 45 à 60 jours.

173. Les compagnies d'assurance étrangères peuvent opérer au Chili en se constituant en sociétés anonymes et, à partir de 2007, en établissant une succursale dotée d'un capital distinct, sous réserve de l'autorisation de l'Inspection générale; elles peuvent aussi maintenir un bureau de représentation. Aucune limite ne s'applique au nombre de succursales que les compagnies d'assurance étrangères peuvent établir au Chili. Les entités étrangères peuvent mener des activités de réassurance sans obligation de s'établir au Chili, du moment qu'elles se classent au minimum dans la catégorie de

¹⁷⁸ Article 4 du DFL n° 251.

¹⁷⁹ Articles 7 et 16 du DFL n° 251.

risque internationale BBB, désignent un représentant au Chili et sont inscrites sur le registre des réassureurs étrangers de l'Inspection générale.

174. Les assureurs peuvent fixer librement le montant de leurs primes. Les commissions d'intermédiation sont aussi accordées librement entre l'assureur et le courtier d'assurance. Les montants des assurances, les primes et les indemnités doivent être libellés en UF, sauf si les contrats sont conclus en monnaie étrangère. La loi autorise les compagnies d'assurance à investir dans des instruments et des actifs à l'étranger à concurrence de 20% de leurs réserves techniques et de leur capital-risque.

175. Les courtiers d'assurance doivent s'inscrire auprès de l'Inspection générale. Pour exercer cette activité, il faut être Chilien ou étranger résidant au Chili, et, dans le cas d'une personne morale, s'être constituée légalement au Chili à cette fin. Néanmoins, la Loi n° 20.190 permet de mener au Chili des activités d'intermédiation des assurances relatives au transport maritime international, au transport aérien commercial international et aux marchandises en transit international au profit de personnes physiques ou morales établies dans un pays avec lequel le Chili a en vigueur un traité international autorisant la souscription de telles assurances depuis ledit pays.¹⁸⁰ Les courtiers de réassurance étrangers sont soumis aux mêmes prescriptions en matière d'enregistrement et de souscription de polices d'assurance que les nationaux et doivent être des personnes morales constituées dans leur pays d'origine, à même de procéder à l'intermédiation des créances cédées depuis l'extérieur et de s'acquitter de leurs engagements en monnaie convertible.

176. Conformément à sa Liste d'engagements au titre de l'AGCS, outre le critère de nécessité économique susmentionné (voir la section iii) ci-dessus), le Chili peut restreindre ou définir, de manière non discriminatoire, la nature de la présence commerciale par le biais de laquelle les entreprises peuvent opérer dans le secteur des valeurs mobilières et des assurances. Pour ce qui est de l'accès aux marchés, il est stipulé que les services d'assurance ne peuvent être fournis que par des sociétés anonymes constituées au Chili qui offrent des assurances-vie ou des assurances générales. Les courtiers d'assurance doivent s'inscrire sur le registre de l'Inspection générale et seules peuvent fournir ce service les personnes morales constituées au Chili à cette fin. Pour la fourniture transfrontières de services, les compagnies de réassurance étrangères et les courtiers de réassurance étrangers doivent s'inscrire sur le registre des réassureurs étrangers de l'Inspection générale.¹⁸¹ Le Chili n'a pas présenté d'offre révisée de services financiers à l'OMC.

177. Comme dans le cas des services bancaires, certains ACR souscrits par le Chili contiennent des dispositions sur les assurances dans les chapitres relatifs aux services financiers; d'autres accords prévoient une négociation future en vue de leur inclusion. L'Inspection générale n'a pas signé de mémorandums d'entente avec ses homologues d'autres pays.

d) Fonds de pension

Caractéristiques générales

178. Le régime de retraite chilien a été privatisé en 1981. Depuis lors, c'est devenu l'un des secteurs les plus dynamiques du système financier chilien et il a servi de modèle pour les régimes de retraite de divers pays d'Amérique latine. Il s'agit d'un système obligatoire par capitalisation individuelle de l'épargne provisoire des travailleurs affiliés qui doivent verser chaque mois 10% de leur rémunération sur un compte personnel détenu par la société de gestion de fonds de pension de

¹⁸⁰ Article 58*bis* du DFL n° 251.

¹⁸¹ Document de l'OMC GATS/SC/18/Suppl.3 du 26 février 1998.

leur choix. Les affiliés au Régime de retraite par capitalisation individuelle étaient au nombre de 8 372 022 à la fin de 2008, soit près de la moitié de la population chilienne (16,8 millions).¹⁸²

179. Les sociétés de gestion, institutions privées chargées d'administrer les comptes individuels par le biais d'un fonds de pension, constituent le plus gros investisseur institutionnel sur le marché financier chilien. La valeur totale des actifs de ces sociétés s'élevait à 82,226 milliards de dollars EU le 31 mars 2009 (soit près de 50% du PIB).¹⁸³ Le marché des fonds de pension est fortement concentré, du fait d'économies d'échelle.¹⁸⁴ Le nombre de sociétés de gestion a diminué, passant d'un maximum de 21 en 1994, à sept en 2003 et cinq en 2009. Dans quatre des sociétés de gestion, certains des actionnaires majoritaires sont contrôlés par des entités étrangères.

180. Il ressort d'une étude récente commandée par l'OCDE que la privatisation du régime de retraite du Chili a réussi à améliorer sa viabilité à long terme, à créer un système plus juste, à promouvoir le développement des marchés de capitaux et à éliminer certaines distorsions dans le fonctionnement du marché du travail. L'étude montre toutefois que des possibilités existent de réduire les coûts opérationnels et les prix, ainsi que d'améliorer la qualité et d'élargir la couverture du système fondé sur des comptes de capitalisation individuelle. L'étude conclut que bien que la modification du cadre réglementaire puisse renforcer ces aspects, la solution à long terme consiste à créer davantage d'emplois dans le secteur formel, à réduire le chômage et à repousser l'âge de la retraite.¹⁸⁵

Cadre juridique institutionnel

181. La Direction générale des pensions est l'organisme public chargé d'agréer les sociétés de gestion des fonds de pension, de contrôler leur fonctionnement du point de vue juridique, administratif et financier, et de réglementer leur activité.

182. Le secteur des fonds de pension est principalement régi par le Décret-loi n° 3.500 de 1980 portant création du système de capitalisation individuel administré par les sociétés de gestion. Pendant la période à l'examen, des changements ont été apportés à la législation sur les pensions, parmi lesquels il convient de signaler ceux introduits par la Loi n° 20.255, publiée le 17 mars 2008. Entre autres choses, la Loi n° 20.255 a rendu le régime obligatoire pour les travailleurs indépendants; elle a permis aux compagnies d'assurance d'établir leurs propres sociétés de gestion de fonds de pension; elle a augmenté les options et les plafonds d'investissement dans les instruments nationaux et étrangers dont disposent les fonds de pension¹⁸⁶; et a établi un mécanisme de marchés publics pour l'assignation des nouveaux comptes obligatoires. La réforme a également eu pour principal objectif d'étendre la protection sociale.

183. Les sociétés de gestion des fonds de pension doivent se constituer en sociétés anonymes à objet exclusif après avoir obtenu l'autorisation préalable de la Direction générale des pensions. Toute personne chilienne ou étrangère, physique ou morale, peut être actionnaire d'une société de gestion. Aucune restriction ne s'applique à la participation de l'investissement étranger au capital social d'une telle société. Le capital minimal nécessaire pour créer une société de gestion est de 5 000 UF (179 500 dollars EU).¹⁸⁷ Les sociétés de gestion peuvent prélever des commissions qu'elles fixent librement mais qui doivent être identiques pour tous leurs affiliés. Elles doivent en outre respecter

¹⁸² Direction générale des pensions. Adresse consultée: http://www.safp.cl/573/articles-5945_recurso_1.pdf.

¹⁸³ Direction générale des pensions (2009).

¹⁸⁴ SAFP (2006).

¹⁸⁵ OCDE (2009b).

¹⁸⁶ Pour plus de renseignements, voir l'article 45 du DL n° 3.500 (modifié par la Loi n° 20.255).

¹⁸⁷ Le 31 mars 2009, 1 UF équivalait à 36 dollars EU.

une règle de rentabilité minimale pour les fonds de pension qu'elles administrent. Les ressources des fonds de pension ne peuvent être investies que dans les valeurs établies expressément par la loi et le niveau de risque peut varier d'un fond à l'autre.

184. Le Chili n'a pas pris d'engagements spécifiques concernant les fonds de pension au titre de l'AGCS.

iv) Transport aérien et aéroports

185. Le Chili applique une politique de ciel ouvert fondée sur le libre accès aux marchés et la liberté des prix. Cependant, l'accès aux marchés pour les entreprises étrangères est soumis au principe de réciprocité. Le Chili a négocié 43 accords bilatéraux de transport aérien prévoyant divers degrés d'ouverture; plus de la moitié de ces accords octroient des droits de cinquième et sixième libertés et plusieurs accordent en plus des droits de septième liberté. Aucune restriction n'est imposée à la participation d'entreprises privées ou étrangères dans les aéroports chiliens; les 12 aéroports principaux sont détenus par l'État, neuf d'entre eux ayant été donnés en concession au secteur privé.

a) Caractéristiques générales

186. Pendant la période 2003-2008, le trafic aérien international de passagers (exprimé en nombre de passagers par kilomètre de vol ou Pax-Km) a augmenté de 46% du fait de la forte croissance économique.¹⁸⁸ Cependant, depuis le premier trimestre de 2009, les effets de la crise économique mondiale se sont fait sentir dans le secteur aérien chilien: sur la période allant de janvier à mars 2009, le trafic international de passagers a diminué de 12% par rapport à la même période de l'année précédente.¹⁸⁹ En 2007, le fret aérien transporté a représenté moins de 1% du commerce extérieur chilien, exprimé en tonnes.¹⁹⁰ Entre 2003 et 2008, le trafic international de fret (mesuré en tonnes par kilomètre de vol) a progressé lentement, de seulement 16% tout au long de la période.¹⁹¹ Au premier trimestre de 2009, il a enregistré une baisse de 20,1% par rapport à la période correspondante de 2008.

187. En 2008, les exportations et les importations de services de transport aérien au Chili se sont élevées à 2 025,3 millions de dollars EU et 1 166,2 millions de dollars EU, respectivement.¹⁹² En 2008, les compagnies aériennes constituées au Chili représentaient 48% du trafic international de passagers (exprimé en Pax-Km) et détenaient 50% du marché du fret aérien international.¹⁹³

188. Le marché national du transport aérien se caractérise par une forte concentration avec un acteur dominant (le Groupe Lan) et quelques autres de plus petite taille (SKY, PAL et Aero DAP). La concurrence sur le marché international s'est intensifiée ces dernières années avec l'arrivée de transporteurs aériens à bas coûts. Début 2008, 32 compagnies aériennes au total fournissaient des services de transport international de passagers et de fret au Chili.

¹⁸⁸ Renseignements du Conseil de l'aéronautique civile du Chili. Consultés à l'adresse suivante: http://www.jac-chile.cl/OpenSupport_EstadisticasVuelo/asp/pagDefault.asp?argInstanciaID=48.

¹⁸⁹ Renseignements en ligne du Conseil de l'aéronautique civile. Consultés à l'adresse suivante: <http://www.jac-chile.cl/OpenNews/asp/pagDefault.asp?argInstanciaId=1&argNoticiaId=41&argEdicionId=1>.

¹⁹⁰ Renseignement communiqué par les autorités chiliennes.

¹⁹¹ Renseignements du Conseil de l'aéronautique civile. Consultés à l'adresse suivante: http://www.jac-chile.cl/OpenSupport_EstadisticasVuelo/.

¹⁹² Renseignements de la Banque centrale du Chili. Consultés aux adresses suivantes: http://si2.bcentral.cl/basededatoseconomico/951_417.asp?m=BP_serv_X&f=T&i=E et http://si2.bcentral.cl/basededatoseconomico/951_417.asp?m=BP_serv_M&f=T&i=E.

¹⁹³ Renseignements du Conseil de l'aéronautique civile. Consultés à l'adresse suivante: http://www.jac-chile.cl/OpenSupport_EstadisticasVuelo/.

189. Une étude sur l'organisation sectorielle du transport aérien national au Chili conclut que, malgré le degré élevé de concentration, les marchés sont assez compétitifs notamment parce que leur accès n'est entravé par aucun obstacle juridique et qu'aucune restriction réelle n'empêche un opérateur étranger d'avoir accès aux marchés intérieurs. Cependant, cette étude indique qu'il est possible d'accroître la concurrence et d'empêcher l'utilisation de pratiques anticoncurrentielles.¹⁹⁴

190. Le réseau aéroportuaire chilien comprend 330 aéroports et aérodromes. La Direction générale de l'aéronautique civile (DGAC) administre 35 d'entre eux et, de plus, elle exerce une fonction de contrôle et de vérification dans les autres. Le réseau primaire est composé de 12 aéroports d'État permettant de réaliser des opérations de transport aérien international, dont neuf sont administrés par des concessionnaires privés, nationaux et étrangers. Le réseau secondaire comprend 13 aéroports qui assurent la liaison entre les principales villes du pays, le reste étant constitué d'aérodromes publics et privés.¹⁹⁵ L'aéroport international Merino Benítez, situé dans la zone métropolitaine de Santiago, accueille plus de 98% des passagers et du fret internationaux. En 2008, 4,8 millions d'arrivées et de départs de passagers internationaux ont été enregistrés dans cet aéroport (contre 3 millions en 2002).¹⁹⁶

191. Depuis 1997, neuf concessions ont été accordées à des entreprises privées pour la construction, la maintenance et l'administration des aéroports, ce qui a permis d'agrandir et de moderniser les principaux aéroports régionaux. Les concessions sont octroyées par voie d'appels d'offres et elles ont une durée déterminée. La principale compagnie aérienne du Chili détient une participation minoritaire dans plusieurs entreprises concessionnaires d'aéroports.¹⁹⁷ L'État ne participe pas à la fourniture de services de transport aérien, sauf en ce qui concerne le contrôle du trafic aérien pour lequel il perçoit des redevances de même que pour l'utilisation des aéroports.

b) Cadre juridique et institutionnel

192. Depuis le dernier examen, le cadre juridico-institutionnel régissant le transport aérien au Chili n'a pas connu de changements fondamentaux. La législation comprend les textes suivants: la Loi organique du Conseil de l'aéronautique civile (DFL n° 241 de 1960); la Loi sur l'aviation commerciale (DL n° 2.564 de 1979) portant établissement des bases de la politique du Chili en matière d'aviation commerciale; la Loi n° 18.916 de 1990 portant approbation du Code aéronautique (modifiée par la Loi n° 19.366 de 1995); la Loi organique de la Direction générale de l'aéronautique civile (Loi n° 16.752 de 1968); et le Décret suprême n° 102 de 1981 du Ministère des transports et des télécommunications qui régleme les appels d'offres ouverts pour l'attribution de fréquences internationales aux transporteurs aériens nationaux. Le transport aérien international est régi par 43 accords bilatéraux et trois accords multilatéraux négociés par le Chili (voir *infra*).

193. Les organismes publics qui réglementent le secteur de l'aviation commerciale sont la Direction générale de l'aéronautique civile (DGAC) du Ministère de la défense nationale, qui fait office d'autorité aéronautique au niveau national¹⁹⁸; le Conseil de l'aéronautique civile, qui est responsable de la politique en matière d'aviation commerciale et qui est chargé de négocier la

¹⁹⁴ Agostini (2006).

¹⁹⁵ Renseignements de la Direction générale de l'aéronautique civile (DGAC). Consultés à l'adresse suivante: <http://www.mop.cl/dap/>.

¹⁹⁶ Renseignements communiqués par les autorités chiliennes.

¹⁹⁷ Agostini (2006).

¹⁹⁸ Pour plus de renseignements, voir le site Web de la DGAC à l'adresse suivante: <http://www.dgac.cl/portal/>.

réciprocité dans les accords internationaux¹⁹⁹; et la Direction nationale des aéroports (DAP), chargée de planifier le développement de l'infrastructure aéroportuaire.²⁰⁰

194. Conformément à sa législation, le Chili applique une politique de ciel ouvert en matière de transport aérien commercial, qui est fondée sur le libre accès aux marchés, la liberté des prix et l'intervention minimale de l'État. L'accès aux marchés ne requiert aucune autorisation; tant les entreprises chiliennes que les entreprises étrangères peuvent fournir des services de transport aérien dans le pays, à condition qu'elles respectent les prescriptions techniques et qu'elles aient souscrit aux assurances obligatoires.²⁰¹

195. Cependant, le libre accès aux marchés pour les entreprises étrangères est soumis au principe de réciprocité dans leur pays d'origine. Le Conseil de l'aéronautique civile peut restreindre l'accès des entreprises étrangères au marché national lorsque leur pays d'origine impose des restrictions aux entreprises chiliennes, ou si l'entreprise étrangère exploite une liaison aérienne pour laquelle un pays tiers a imposé des restrictions aux entreprises chiliennes et si on estime que ces restrictions ont de lourdes conséquences sur les compagnies aériennes chiliennes.²⁰² Toute compagnie aérienne constituée et ayant son siège au Chili est considérée comme une compagnie aérienne nationale, indépendamment du fait que ses actionnaires, les membres de son conseil d'administration et/ou ses dirigeants soient ou non des ressortissants chiliens et qu'ils résident ou non au Chili. Toutefois, pour immatriculer un aéronef au Chili, il faut que plus de 50% de son capital soit détenu par des personnes physiques ou morales chiliennes. Une compagnie aérienne chilienne peut fournir des services de transport aérien en exploitant des aéronefs immatriculés au Chili ou dans d'autres pays.

196. Les compagnies aériennes peuvent fixer librement leurs tarifs, mais elles doivent les enregistrer auprès du Conseil de l'aéronautique civile. L'État n'a pas le pouvoir de fixer ni de contester les tarifs. Cependant, il peut, à titre exceptionnel, fixer des tarifs pour les liaisons internationales dans le cas où l'État de l'autre pays concerné n'accepte pas la liberté tarifaire, ce qui ne s'est jamais produit dans la pratique.²⁰³ Il convient de signaler que, pour approuver la fusion entre LanChile et Ladeco en 1995, la Commission résolutoire (qui a précédé le Tribunal pour la protection de la concurrence) a exigé que ces entreprises présentent un plan d'autoréglementation tarifaire établissant certaines restrictions en ce qui concerne les tarifs que LanChile peut appliquer sur les marchés nationaux.²⁰⁴

197. Aucune restriction ne s'applique à la participation d'investisseurs étrangers aux concessions aéroportuaires.

198. Il n'existe aucune disposition juridique exigeant que la réparation et la maintenance des aéronefs nationaux soient effectuées au Chili. La fourniture de services de maintenance d'aéronefs au Chili est ouverte à la fois aux entreprises chiliennes et aux entreprises étrangères. Aucune restriction ne s'applique à l'offre par les entreprises chiliennes ou étrangères de services d'assistance au sol des passagers et des aéronefs (*services d'escale*). Il n'est pas exigé que les fournisseurs de services

¹⁹⁹ Pour plus de renseignements, voir le site Web du Conseil de l'aéronautique civile à l'adresse suivante: <http://www.jac-chile.cl/>.

²⁰⁰ Pour plus de renseignements, voir le site Web de la DAP à l'adresse suivante: <http://www.mop.cl/dap/>.

²⁰¹ Article 1^{er} du DL n° 2.564.

²⁰² Article 2 du DL n° 2.564.

²⁰³ Renseignements en ligne du Conseil de l'aéronautique civile. Consultés à l'adresse suivante: <http://www.jac-chile.cl>.

²⁰⁴ Par sa Résolution n° 496 de 1997, la Commission résolutoire a approuvé le plan proposé par Lan et Ladeco.

informatisés de réservation soient établis au Chili pour offrir leurs services. Il n'y a pas non plus de restrictions limitant le nombre de fournisseurs de systèmes informatisés de réservation pouvant exercer leur activité au Chili ou le nombre d'agences de voyage auxquelles ces fournisseurs peuvent offrir leurs services.

199. Conformément à sa politique d'ouverture en matière de transport aérien commercial, en 2009 le Chili avait négocié 43 accords ou arrangements bilatéraux de transport aérien prévoyant divers degrés d'ouverture (tableau IV.3). Trente-cinq de ces accords établissent des droits de troisième et de quatrième libertés sans restriction (dans huit autres cas, le nombre de vols est restreint). Dans 26 accords, des droits de cinquième et de sixième libertés sont également accordés. Dans 16 cas, les accords prévoient en outre l'octroi de droits de septième liberté (qu'il s'agisse de transport de passagers ou de fret). De surcroît, sept arrangements bilatéraux prévoient l'octroi du droit de cabotage aérien. Les autorités ont indiqué que leur politique visait à obtenir la plus grande ouverture possible dans chaque accord, mais que, souvent, le degré d'ouverture obtenu correspondait au niveau que l'autre partie était disposée à accepter. D'une manière générale, les accords conclus par le Chili, en particulier les plus récents, sont assez libéraux et la politique d'ouverture de ce pays en matière de transport aérien commercial a été considérée comme une "meilleure pratique".²⁰⁵

200. Le Chili a inclus un chapitre sur le transport aérien dans quelques-uns de ses ACR (par exemple, ceux qu'il a conclus avec l'Amérique centrale et le Mexique), en intégrant les arrangements bilatéraux à ces accords. Il est partie à l'Accord de Fortaleza sur les services de transport aérien régionaux, conclu avec l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Il est également partie à l'accord multilatéral sur le transport aérien conclu entre plusieurs membres de l'APEC (Brunéi, Chili, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Pérou, Samoa et Singapour). En outre, en 2003, le Chili a signé, avec le Brunéi, la Nouvelle-Zélande et Singapour, un protocole facultatif à l'accord de l'APEC autorisant le cabotage national et les droits de septième liberté pour le transport de passagers.

201. Dans le cadre de l'AGCS, le Chili a pris des engagements spécifiques concernant la maintenance des aéronefs et les services auxiliaires des transports aériens. La Liste du Chili autorise la présence commerciale de fournisseurs étrangers de services de maintenance des aéronefs, l'ouverture de bureaux, l'émission et la vente de titres de voyage et de lettres de transport aérien, l'utilisation au sol de matériel de manutention et les systèmes informatisés de réservation; pour ces derniers, la fourniture transfrontières a également été renforcée (tableau AIV.1).

²⁰⁵ IATA, *Agenda for Freedom*. Consulté à l'adresse suivante:
<http://www.agenda-for-freedom.aero/agenda/>.

Tableau IV.3
Droits accordés aux compagnies aériennes étrangères au Chili

Pays	Année	Entre les territoires des parties	Entre les territoires de pays de contrepartie et de pays tiers	Du territoire des pays de contrepartie aux pays tiers	Sur le territoire d'une contrepartie
		3 ^{ème} et 4 ^{ème} libertés	5 ^{ème} et 6 ^{ème} libertés	7 ^{ème} liberté	Cabotage
Angleterre ^b	2008	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert
Paraguay	2005	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert
Uruguay ^a	2003	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert
Brunéi	2002	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert
Nouvelle-Zélande	2002	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert
Singapour	2002	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert
Émirats arabes	2005	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert
Finlande	2005	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits
États-Unis	2002	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert (fret)	Absence de droits
Guatemala	1999	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert (fret)	Absence de droits
Panama	1997	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert (fret)	Absence de droits
République dominicaine	2006	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Ciel ouvert (fret)	Absence de droits
Jamaïque	2006	Ciel ouvert	Ciel ouvert ^h	Ciel ouvert (fret)	Absence de droits
Équateur	2007	Ciel ouvert	Ciel ouvert ^c	21 vols hebdomadaires	Absence de droits
Malaisie	2009	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Belgique ^a	2001	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Corée	2001	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Danemark	2001	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Hollande ^b	2001	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Luxembourg ^a	2001	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Norvège	2001	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Suède	2001	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Aruba	1999	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Costa Rica	1999	Ciel ouvert	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits
Brésil ^b	2008	Ciel ouvert	Ciel ouvert ^{e,f}	Absence de droits	Absence de droits
Colombie	1993	Ciel ouvert	Ciel ouvert ^d	Absence de droits	Absence de droits
Chine	2009	Ciel ouvert	Ciel ouvert (6a) ^g	Absence de droits	Absence de droits
Argentine	1996	Ciel ouvert	Ciel ouvert (6a)	Ciel ouvert (fret)	Absence de droits
Espagne	2008	Ciel ouvert	19 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
Canada	2001	Ciel ouvert	14 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
Suisse	2001	Ciel ouvert	7 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
Italie	1999	Ciel ouvert	7 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
Bolivie	1998	Ciel ouvert	Absence de droits	Absence de droits	Absence de droits
Cuba	1995	Ciel ouvert	2 destinations	Absence de droits	Absence de droits
Israël	1982	Ciel ouvert	À déterminer	Absence de droits	Absence de droits
Pérou	2007	28 vols hebdomadaires	14 vols hebdomadaires	Ciel ouvert (fret)	Absence de droits
Inde ^a	2007	14 vols hebdomadaires	14 vols hebdomadaires	Ciel ouvert (fret)	Absence de droits
Allemagne	1998	9 vols hebdomadaires	9 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
France (Paris)	1998	7 vols hebdomadaires	7 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
France (Papeete)	1998	7 vols hebdomadaires	7 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
Australie	1998	7 vols hebdomadaires	7 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
Mexique	1998	10 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits	Absence de droits
Venezuela	1992	2 vols hebdomadaires	2 vols hebdomadaires	Absence de droits	Absence de droits
		Ciel ouvert avec 35 pays	Ciel ouvert avec 26 pays	Ciel ouvert avec 16 pays	Ciel ouvert avec 7 pays

a Accord conclu mais pas ratifié.

b Accord paraphé mais pas encore conclu.

c Ciel ouvert sur le territoire latino-américain; jusqu'à 15 fréquences hors de la région

d Ciel ouvert sur le territoire latino-américain; jusqu'à trois fréquences hors de la région.

e Ciel ouvert sur le territoire sud-américain.

f Jusqu'à 56 vols hebdomadaires pour le transport de passagers et jusqu'à 37 vols pour le transport de fret à destination de pays situés hors d'Amérique du Sud en 2012.

g Avec les droits de 5^{ème} liberté: sept fréquences pour le transport de passagers et 14 pour le transport de fret.

h À l'exception de Miami, New York et Toronto.

Note: Ciel ouvert signifie qu'il n'y a pas de limitation quant au nombre de vols et de destinations.

Source: Conseil de l'aéronautique civile du Chili.

v) **Transport maritime et ports**

202. Conformément à sa législation, le Chili peut exiger la réciprocité en ce qui concerne les cargaisons du trafic maritime international. Le cabotage est réservé aux navires immatriculés au Chili bien que certaines exceptions soient autorisées. Pour immatriculer un navire au Chili, il faut que plus de 50% de son capital soit détenu par des personnes physiques ou morales chiliennes. Un impôt de 5% est perçu sur les revenus des personnes non domiciliées au Chili qui se livrent au transport de frets maritimes en provenance ou à destination des ports chiliens, sauf lorsque le pays dans lequel les navires étrangers sont immatriculés accorde un traitement réciproque aux navires chiliens. Aucune restriction ne limite la participation étrangère dans les ports chiliens; la majorité d'entre eux appartiennent au secteur privé et sont considérés comme efficaces au niveau mondial.

a) **Transport maritime**

203. En 2008, les exportations et les importations de services de transport maritime du Chili se sont élevées à 4 031 millions de dollars EU et 4 877 millions de dollars EU, respectivement.²⁰⁶ Pendant la période considérée, elles ont toutes deux augmenté considérablement du fait de l'expansion rapide du commerce extérieur du Chili; en 2008, 91,7% du volume du commerce extérieur chilien et 84,6% de sa valeur ont été transportés par voie maritime.²⁰⁷ La flotte de la marine marchande nationale comprend 192 navires d'une capacité totale de transport de 951 046 tonnes de port en lourd.²⁰⁸ Deux entreprises chiliennes figurent parmi les 30 premières compagnies maritimes mondiales.²⁰⁹

204. Le transport maritime et l'activité portuaire sont régis par la Loi sur le transport maritime (Décret-loi n° 2.222 du 31 mai 1978), la Loi sur le développement de la marine marchande figurant dans le DL n° 3.059 du 22 décembre 1979 (ci-après la LDMM) et son règlement (DS n° 237 du 25 juillet 2001), et la Loi sur la modernisation du secteur portuaire public (Loi n° 19.542 du 19 décembre 1997).

205. Les principaux organismes publics qui interviennent dans la réglementation du transport maritime sont les suivants: le Sous-secrétariat aux transports du Ministère des transports et des télécommunications, qui est responsable des aspects commerciaux du transport maritime international et du cabotage; la Direction générale du territoire maritime et de la marine marchande (DIRECTEMAR) du Ministère de la défense nationale, qui est chargée des aspects techniques de la marine marchande et de la sécurité maritime; et la Commission pour le développement de la marine marchande qui est chargée d'assurer l'application du principe de réciprocité en ce qui concerne les cargaisons de fret maritime.

206. Pour immatriculer un navire au Chili, il faut que son propriétaire soit un ressortissant chilien, conformément à l'article 11 de la Loi sur le transport maritime. S'agissant de la personne morale, elle doit avoir été constituée au Chili, la majorité de ses directeurs ou administrateurs doivent être des ressortissants chiliens et plus de 50% de son capital doit être détenu par des personnes physiques ou morales chiliennes. Toutefois, les navires appartenant à des étrangers, à l'exception des navires de pêche, peuvent être immatriculés au Chili, à condition que leurs propriétaires soient domiciliés dans ce pays, que le siège principal de leurs activités se trouve au Chili ou qu'ils y exercent de façon

²⁰⁶ Renseignements de la Banque centrale du Chili. Consultés aux adresses suivantes: http://si2.bcentral.cl/basededatoseconomico/951_417.asp?m=BP_serv_X&f=T&i=E et http://si2.bcentral.cl/basededatoseconomico/951_417.asp?m=BP_serv_M&f=T&i=E.

²⁰⁷ Renseignements du Service national des douanes communiqués par les autorités chiliennes.

²⁰⁸ Renseignements communiqués par les autorités chiliennes.

²⁰⁹ D'après le registre de AXS-Alphaliner Top 100, cité dans CIMA Ingeniería EIRL (2008).

permanente une activité ou une profession. Une fois qu'il est inscrit au registre correspondant, un navire est considéré comme chilien. Cependant, pour qu'un navire puisse battre pavillon chilien, il faut que son capitaine, ses officiers et son équipage soient chiliens.²¹⁰

207. Conformément à la législation, les autorités chiliennes ont le pouvoir de subordonner l'accès aux cargaisons du trafic maritime international au respect du principe de réciprocité. En vertu de l'article 4 de la LDMM, le niveau d'accès aux cargaisons maritimes, en provenance ou à destination du Chili, dont bénéficieront les navires marchands étrangers est fonction du niveau d'accès qui, dans leurs trafics respectifs, sera accordé aux navires chiliens par le pays concerné. Les autorités chiliennes ont indiqué que, tout en étant facultative, l'exigence de réciprocité est appliquée de manière flexible et uniquement pour répondre à des limitations de l'accès aux cargaisons imposées par les pays d'origine des navires étrangers.

208. Le cabotage maritime national est réservé aux navires immatriculés au Chili (article 3 de la LDMM). Sans préjudice de ce qui précède, les navires marchands étrangers peuvent participer au cabotage national lorsque les volumes de cargaison sont supérieurs à 900 tonnes, le soumissionnaire ayant au préalable lancé un appel d'offres ouvert. Dans ce cas, et uniquement pour l'adjudication du marché, les offres faisant intervenir des navires étrangers sont majorées d'un pourcentage équivalent à celui du taux général du droit de douane. Lorsqu'il s'agit de volumes de cargaison égaux ou inférieurs à 900 tonnes et qu'aucun navire chilien n'est disponible, il est possible d'autoriser les navires marchands étrangers à pratiquer le cabotage. Cette autorisation est aussi accordée pour le transport exclusif de passagers. En outre, les navires étrangers sont autorisés à pratiquer le cabotage pour le transport de conteneurs vides à condition que le principe de réciprocité soit appliqué.

209. La législation autorise les compagnies maritimes chiliennes ou étrangères qui fournissent des services de transport international de fret et de passagers à récupérer la TVA versée lorsqu'elles ont acheté ou importé des biens ou utilisé des services, dans la mesure où ces opérations sont nécessaires au développement de leur activité.²¹¹ En vertu de la Loi concernant l'impôt sur le revenu, il est établi un impôt supplémentaire de 5% sur les revenus perçus par des personnes non domiciliées et ne résidant pas au Chili se livrant au transport de fret maritime en provenance et à destination de ports chiliens.²¹² Ce prélèvement n'est pas appliqué lorsqu'il n'existe pas d'impôt similaire ou lorsque des exemptions sont accordées aux compagnies maritimes chiliennes dans les pays où les navires étrangers sont immatriculés. Cet impôt a été inclus dans la Liste d'exemptions NPF du Chili dans le cadre de l'AGCS. Les autorités ont expliqué que cet impôt était rarement appliqué.

210. Le Chili est signataire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, membre de l'Organisation maritime internationale depuis 1972 et a conclu divers accords internationaux sur le transport maritime. De même, il a signé avec le Brésil, en 1974, un accord bilatéral sur le transport maritime de fret. Dans le cadre de l'AGCS, le Chili n'a pas pris d'engagements spécifiques concernant le transport maritime.

b) Ports

211. Le Chili compte 36 ports: dix appartiennent à l'État et 26 au secteur privé dont 15 sont à usage public et onze à usage privé. Six des ports détenus par l'État sont exploités par des entreprises privées concessionnaires. Pour ce qui est du transport de fret, les ports les plus actifs sont ceux de Quintero, San Antonio, Valparaíso, Huasco, Lirquén, San Vicente et Mejillones. Le volume de fret traité par les ports chiliens (y compris le transport en transit mais à l'exclusion du cabotage) est passé

²¹⁰ Articles 13 et 14 de la Loi sur le transport maritime.

²¹¹ Article 7 de la LDMM.

²¹² Article 59, n° 4 de la Loi concernant l'impôt sur le revenu.

de 58,8 millions de tonnes en 2003 à 83,6 millions de tonnes en 2007. Les ports privés représentaient 64% du transport de fret (principalement du fret en vrac) en 2007, le reste étant assuré par des entreprises portuaires d'État (y compris les concessionnaires privés). Quant au volume de fret transporté par cabotage maritime, il est resté pratiquement stable au cours de la période, atteignant 12,3 millions de tonnes en 2007.²¹³

212. Les entreprises portuaires d'État²¹⁴ administrent les ports appartenant à l'État, qui sont d'usage public et elles sont régies par la Loi n° 19.542. Les entreprises privées peuvent participer en obtenant des concessions portuaires pour exploiter des postes d'accostage ou bien en transportant des cargaisons dans le cadre du système d'opérateurs multiples. Les concessions sont accordées par les entreprises portuaires d'État par voie d'appels d'offres ouverts conformément au Règlement établi dans le Décret suprême n° 104 (1998) du Ministère des transports et des télécommunications. Les appels d'offres sont ouverts aux personnes physiques ou morales chiliennes ou étrangères. Le Système des entreprises publiques (SEP) est chargé de contrôler la gestion des entreprises portuaires d'État.

213. Pour exercer une activité portuaire dans un port privé, il faut obtenir une concession maritime qui est accordée directement par le Sous-secrétariat à la marine du Ministère de la défense; le port ainsi donné en concession peut être à usage public ou privé.²¹⁵ Les ports sont soumis à la réglementation et au contrôle d'autres organismes publics comme les Douanes, le Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG), le Ministère de la santé et DIRECTEMAR

214. L'État a continué à encourager la participation du secteur privé dans l'activité portuaire, même si le rythme de l'octroi de concessions pour l'exploitation des ports s'est ralenti pendant la période considérée. Entre 1999 et 2004, sept postes d'accostage publics ont été adjugés, dont cinq à des entreprises comprenant à la fois des capitaux chiliens et étrangers. Une nouvelle série de concessions portuaires est prévue prochainement; elle concernera des postes d'accostage dans les ports de Coquimbo, Valparaíso et San Antonio.

215. L'injection de capital dans les ports donnés en concession à partir de la fin des années 1990, ainsi qu'une plus grande concurrence entre les ports d'État, ont permis d'améliorer considérablement l'efficacité des ports chiliens et de réduire leurs coûts.²¹⁶ Conformément à la tendance mondiale, les ports chiliens ont connu une hausse soutenue de l'utilisation des conteneurs, qui a progressé de plus de 15% par an entre 2003 et 2007.²¹⁷

216. Un diagnostic récent du transport maritime au Chili reconnaît les niveaux d'efficacité atteints par les ports chiliens, mais signale qu'ils seront insuffisants pour répondre à la hausse de la demande due à l'expansion du commerce extérieur du pays dans les années à venir; c'est pourquoi il est recommandé d'engager sans délai l'expansion de l'infrastructure portuaire nationale.²¹⁸ De même, il est indiqué, dans le rapport d'un groupe d'experts portuaires, que la croissance rapide du commerce

²¹³ Chambre maritime et portuaire du Chili, A.G., *Anuario 2007*. Consulté à l'adresse suivante: <http://www.camport.cl/anuario2007/indice.htm>.

²¹⁴ Les entreprises portuaires d'État sont celles de: Arica, Iquique, Antofagasta, Coquimbo, Valparaíso, San Antonio, Talcahuano-San Vicente, Puerto Montt, Chacabuco et Austral.

²¹⁵ Décret ayant force de loi n° 340 de 1960.

²¹⁶ Par exemple, au Chili, le coût du transport d'un conteneur s'élève à 85 dollars EU. Renseignements de Drewry Shipping Consultants communiqués par les autorités chiliennes. D'après un autre indicateur, la valeur moyenne des coûts logistiques (transport, inventaires et transfert entre les modes de transport), en part de la valeur des produits transportés, s'élève à 18%, un des niveaux les plus bas d'Amérique latine. CIMA Ingeniería EIRL (2008).

²¹⁷ CIMA Ingeniería EIRL (2008).

²¹⁸ CIMA Ingeniería EIRL (2008).

extérieur du Chili représente un défi non seulement pour la fourniture d'infrastructures, mais aussi pour toute la chaîne logistique qui y est associée.²¹⁹

vi) Services professionnels

217. Il est nécessaire d'être en possession d'un diplôme professionnel valide pour exercer une profession réglementée au Chili, y compris une profession dans les domaines du droit, de la comptabilité et de l'ingénierie. Les professionnels titulaires de diplômes étrangers doivent faire valider ceux-ci par l'Université du Chili, sauf si ces diplômes sont reconnus au titre d'accords internationaux. Seuls les chiliens et les étrangers ayant effectué leurs études de droit au Chili peuvent plaider devant les tribunaux chiliens. Néanmoins, les avocats titulaires de diplômes étrangers peuvent fournir au Chili des services de conseil en droit étranger. Les ingénieurs diplômés à l'étranger qui ont été engagés pour réaliser des travaux au Chili doivent obtenir une autorisation temporaire de l'Ordre des ingénieurs. Les comptables titulaires de diplômes étrangers peuvent établir un cabinet au Chili, mais celui-ci doit compter au moins un associé titulaire d'un diplôme valide permettant d'exercer la profession au Chili.

a) Caractéristiques générales

218. Pour exercer au Chili une profession pour laquelle un diplôme professionnel approprié est indispensable, l'obtention d'un diplôme professionnel valide est nécessaire.²²⁰ Cette exigence s'applique aussi bien aux citoyens chiliens qu'aux étrangers qui souhaitent exercer une profession au Chili à titre permanent. La situation est différente lorsqu'il s'agit de fournir des services professionnels à titre temporaire; dans ce cas, un fournisseur étranger peut fournir des services professionnels par l'intermédiaire de sociétés de conseil, ce qui ne nécessite pas d'être en possession d'un diplôme valide au Chili.

219. Au Chili, il existe deux façons d'obtenir la reconnaissance ou la validation de diplômes sanctionnant des études effectuées à l'étranger: les accords internationaux et le système de validation et de reconnaissance administré par l'Université du Chili.

220. Le Chili a conclu des accords bilatéraux de reconnaissance mutuelle avec l'Uruguay, l'Équateur, la Colombie, l'Espagne²²¹, le Brésil et le Pérou, qui reconnaissent automatiquement les diplômes délivrés dans ces pays et autorisent l'exercice des professions concernées sur son territoire. Les intéressés doivent présenter les documents exigés²²² (préalablement authentifiés par le consulat du Chili dans le pays où les études ont été effectuées) au Ministère des relations extérieures pour examen et inscription ultérieure, ce qui répond aux conditions exigées. Le Chili est également signataire de la Convention de Mexico (1902), conjointement avec la Bolivie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Pérou. En vertu de cette convention, les diplômes délivrés dans les pays signataires sont reconnus automatiquement mais, dans le cas des diplômes relatifs aux professions médicales (y compris la chimie pharmaceutique), un examen général préalable est requis pour pouvoir exercer la profession. Les données communiquées par les autorités indiquent que, entre

²¹⁹ Système des entreprises publiques SEP (2008).

²²⁰ Les professions pour lesquelles un diplôme professionnel est exigé sont énumérées à l'article 52 de la Loi organique constitutionnelle sur l'enseignement (Loi n° 18.962).

²²¹ Cet accord est dans une impasse, étant donné que l'Espagne a cessé de reconnaître les diplômes chiliens.

²²² Photocopie du diplôme, certificat d'authenticité, photocopie du relevé de notes, photocopie du passeport ou de la carte d'identité, traduction officielle du diplôme et du relevé de notes (dans certains cas une simple traduction peut suffire).

2003 et 2008, 5 982 diplômes étrangers ont été reconnus dans le cadre des accords de reconnaissance mutuelle.

221. S'agissant des pays avec lesquels le Chili n'a pas conclu d'accord en la matière, la reconnaissance ou la validation des diplômes étrangers s'effectue auprès de l'Université du Chili qui, conformément à ses statuts²²³, est l'unique organisme habilité à cet effet par le Ministère de l'éducation. Le Décret universitaire n° 0030.203 de 2005²²⁴ réglemente en détail les procédures de reconnaissance et de validation des diplômes étrangers, sans préjudice des traités internationaux conclus par le Chili à cet égard.

222. En général, la procédure de validation consiste à présenter les documents authentifiés²²⁵ au Prorectorat de l'Université du Chili qui, après les avoir examinés, les transmet à la faculté ou à l'institut compétent. Lorsque l'unité universitaire compétente a examiné les dossiers (dans un délai de 60 jours), elle propose une réponse au recteur: il peut s'agir d'une approbation, d'un rejet ou d'une obligation de satisfaire à des exigences universitaires supplémentaires. En cas d'approbation, l'Université du Chili délivre un diplôme qui certifie que l'intéressé est titulaire d'un diplôme professionnel obtenu à l'étranger équivalant à un diplôme délivré par l'Université du Chili ou un autre établissement national. L'obtention de ce diplôme représente une condition suffisante pour exercer au Chili la majorité des professions nécessitant un diplôme professionnel approprié, à l'exception des métiers de la santé pour lesquels un examen additionnel et/ou une expérience professionnelle sont exigés.

223. Au Chili, il n'est pas nécessaire d'appartenir à une association ou à un ordre professionnel ni d'obtenir une autorisation spéciale de la part d'une association professionnelle pour exercer une profession (sauf dans le cas des ingénieurs diplômés à l'étranger, voir *infra*). Une fois en possession d'un diplôme valide au Chili, les étrangers peuvent intégrer les ordres professionnels dans les mêmes conditions que les nationaux, à l'exception de l'Ordre des médecins, pour lequel un permis de résidence permanente est exigé.

224. En général, les ACR conclus par le Chili incluent des dispositions sur le commerce transfrontières des services, y compris les services professionnels. Entre autres choses, ils prévoient que l'octroi de licences ou de certifications ne doit pas constituer un obstacle non nécessaire au commerce et que, en matière de services professionnels, les gouvernements doivent encourager les organismes compétents à établir des critères communs pour la reconnaissance des diplômes et des licences (par exemple, dans les ACR Chili – États-Unis et Chili – Canada). En outre, il est fréquent d'inclure des chapitres concernant l'admission temporaire des hommes et des femmes d'affaires (par exemple dans les accords avec le Canada, le Mexique, les États-Unis, l'Australie, le Japon, la Colombie, le Pérou, la Corée et le P-4. Dans ce cas, on cherche à établir des critères et des procédures transparents pour l'admission temporaire des professionnels et à faciliter la procédure de délivrance des visas.

225. Dans le cadre de l'AGCS, le Chili a contracté des engagements spécifiques pour quatre catégories de services professionnels: les services juridiques internationaux (uniquement les services de conseil en droit international public), les services comptables et d'audit, les services d'architecture et les services d'ingénierie, pour lesquels la présence commerciale a été consolidée. En ce qui concerne les conseils en matière de services juridiques internationaux, si ceux-ci impliquent une représentation devant des tribunaux de justice ou des organes administratifs chiliens, ou des

²²³ DFL n° 153 de 1981.

²²⁴ Ce décret a abrogé le Décret universitaire n° 006895 de 1993.

²²⁵ Original du diplôme, relevé de notes, programme d'études, contenu des différentes matières, curriculum vitae et déclaration d'autorisation d'exercer pour le requérant dans le pays où le diplôme a été délivré.

démarches formelles quelconques, celles-ci doivent être effectuées par un avocat de nationalité chilienne habilité à exercer dans le pays. En ce qui concerne les services comptables, la présentation d'états financiers doit être assurée par un professionnel habilité à exercer dans le pays. En vertu de ses engagements horizontaux, le Chili a consolidé le transfert temporaire de personnes physiques (gérants, personnel de direction et personnel spécialisé) à l'intérieur d'une entreprise étrangère établie au Chili, pour une durée de deux ans, qui peut être prolongée de deux ans supplémentaires. Dans tous les cas, le personnel étranger ne doit pas excéder 15% de l'effectif total employé, pour les entreprises de 15 personnes ou plus.²²⁶ Conformément à l'article VII:4 de l'AGCS, le Chili a notifié les accords de reconnaissance mutuelle des diplômes qui sont en vigueur.²²⁷

b) Services juridiques

226. Au Chili, conformément au Code organique des tribunaux, le titre d'avocat, qui permet d'exercer ladite profession, est accordé exclusivement par la Cour suprême de justice, aux personnes titulaires du diplôme universitaire de licence en sciences juridiques et sociales qui ont satisfait aux exigences prévues par le Code. Jusqu'à il y a quelques années, seules les personnes de nationalité chilienne pouvaient obtenir le diplôme d'avocat et exercer cette profession. Depuis la publication de la Loi n° 20.211 du 5 septembre 2007, les étrangers résidents qui ont accompli la totalité de leurs études de droit au Chili peuvent exercer la profession d'avocat.²²⁸ Les avocats étrangers titulaires de diplômes obtenus à l'extérieur ne peuvent pas représenter une cause ni intervenir devant les tribunaux de justice au Chili.

227. Quelques-uns des ACR conclus par le Chili prennent en considération le statut de consultant juridique étranger, qui permet à un ressortissant de l'autre partie de fournir des services de consultation ou de conseil juridique sur le droit de n'importe quel pays dans lequel ledit ressortissant est autorisé à exercer en tant qu'avocat. De la même manière, en vertu de ces accords, les parties doivent consulter leurs organismes professionnels pertinents au sujet de la forme que revêt l'association des avocats nationaux avec les consultants juridiques étrangers et de l'élaboration de règles pour l'habilitation de ces consultants. Comme cela a été indiqué *supra*, dans le cadre de ces accords, il n'est pas nécessaire que les consultants juridiques étrangers possèdent un diplôme valide au Chili pour fournir des services dans ce pays. Les consultants juridiques étrangers ne sont pas autorisés à fournir des services de conseil en droit chilien. Par ailleurs, il n'existe pas de limitation à l'établissement d'un cabinet de conseil en droit étranger par un avocat étranger au Chili.

228. L'Ordre des avocats du Chili²²⁹ est une organisation professionnelle privée qui a pour objet le développement, la protection, l'évolution et la réputation de la profession d'avocat et qui établit des règles de conduite en vue de l'exercice régulier et correct de cette profession au Chili. L'adhésion à l'Ordre des avocats est facultative et ne constitue pas une condition requise pour l'exercice de la profession.

c) Services d'ingénierie

229. Pour exercer la profession d'ingénieur il est nécessaire d'être en possession d'un diplôme professionnel valide au Chili, qu'il s'agisse d'un diplôme national ou d'un diplôme étranger qui a été validé et reconnu. L'article 6 de la Loi n° 12.851²³⁰ dispose que les ingénieurs diplômés à l'étranger (qu'ils soient chiliens ou étrangers) et engagés spécialement pour exercer une fonction déterminée au

²²⁶ Document de l'OMC GATS/SC/18 du 15 avril 1994.

²²⁷ Document de l'OMC S/C/N/8 du 22 décembre 1995.

²²⁸ Article 526 du Code organique des tribunaux, tel que modifié par la Loi n° 20.211 (2007).

²²⁹ Institué par l'article 1^{er} du Décret-loi n° 3.621.

²³⁰ La Loi n° 12.851, publiée le 6 février 1958, a porté création de l'Ordre des ingénieurs.

Chili, doivent demander l'autorisation d'exercer à l'Ordre des ingénieurs du Chili, qui procède à leur inscription dans un registre spécial, et restent soumis à la tutelle et à la discipline de cet ordre. L'autorisation est accordée pour la durée du contrat, et ne peut excéder trois ans.²³¹ Dans ce cas, l'intéressé est exempté de la nécessité de faire valider son diplôme étranger.

230. Il n'existe pas de règles juridiques limitant l'exercice de la profession d'ingénieur au Chili en fonction de la nationalité. Il n'y a pas non plus de limitation en ce qui concerne l'établissement d'une entreprise étrangère de conseil en ingénierie, ni en ce qui concerne l'association d'étrangers avec des professionnels chiliens au sein d'entreprises de conseil en ingénierie au Chili; en l'occurrence, il n'est pas exigé des ingénieurs étrangers qu'ils obtiennent l'autorisation de l'Ordre des ingénieurs.

231. Dans les ACR que le Chili a conclus figurent souvent des dispositions en vertu desquelles les parties s'engagent à œuvrer, conjointement avec les organismes professionnels pertinents, à l'élaboration de procédures pour l'octroi de licences temporaires aux ingénieurs leur permettant d'exercer leur profession sur le territoire de l'autre partie.

d) Services comptables et d'audit

232. Pour exercer les métiers de la comptabilité et de l'audit au Chili, il est nécessaire de posséder un diplôme approprié. L'Ordre des comptables du Chili est une association professionnelle privée qui est habilité par la Loi n° 13.011²³² à édicter des règles relatives à l'exercice de la comptabilité et de l'audit dans le pays. Ces règles sont fondées sur les principes comptables généralement acceptés et d'autres règles internationales. L'État surveille l'application des règles comptables et des règles d'audit par l'intermédiaire de l'Autorité de contrôle des banques et établissements financiers et de l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances. Il n'existe pas de règles juridiques limitant l'exercice des métiers de la comptabilité et de l'audit au Chili en fonction de la nationalité.

233. Les vérificateurs extérieurs des comptes des sociétés anonymes ouvertes doivent s'inscrire au registre des vérificateurs des comptes de l'Inspection générale des valeurs mobilières et des assurances.²³³ Seules les personnes morales légalement constituées au Chili en sociétés de personnes ou en associations qui ont pour activité principale les services d'audit peuvent s'inscrire à ce registre.

234. Le Chili a participé à l'élaboration des lignes directrices pour les accords de reconnaissance mutuelle dans le secteur de la comptabilité dans le cadre du Groupe de travail des services professionnels de l'OMC, et il a fourni des réponses au questionnaire sur ce secteur.²³⁴ Dans le document concerné, le Chili a indiqué qu'il n'existait pas de limitation concernant la présence commerciale des fournisseurs étrangers de services comptables au Chili. Néanmoins, les entreprises étrangères doivent disposer d'au moins un associé titulaire d'un diplôme valide pour exercer la profession au Chili, étant donné que c'est une condition nécessaire pour la présentation d'états financiers.

²³¹ La procédure est régie par le Règlement approuvé par l'Ordre des ingénieurs du Chili publié au Journal officiel du 28 avril 1999. Adresse consultée: http://www.ingenieros.cl/index.php?option=com_content&task=view&id=124&Itemid=254.

²³² La Loi n° 13.011 de 1958 a porté création de l'Ordre des comptables du Chili.

²³³ Article 50 du Règlement relatif à la Loi sur les sociétés anonymes (Loi n° 18.046).

²³⁴ Document de l'OMC S/WPPS/W/7/Add.15 du 2 octobre 1996.

BIBLIOGRAPHIE

Agostini G., Claudio (2006), "La Organización Industrial del Transporte Aéreo en Chile", Ilades-Universidad Alberto Hurtado, Erasmo Escala 1835, Santiago du Chili. Adresse consultée: <http://economia.uahurtado.cl/pdf/publicaciones/inv200.pdf>.

Alvarez R., A. García et P. García (2008), *Shocks de Energía y Productividad en la Industria Manufacturera Chilena*, Banco Central de Chile, Documentos de Trabajo N° 482, Santiago du Chili.

APEC (2008), *APEC Economic Policy Report*, APEC Economic Committee. Adresse consultée: <http://www.apec.org>.

Baldwin et Low (2009), *Multilateralizing Regionalism: Challenges for the Global Trading System*, Genève.

Banque centrale du Chili (2008), *Informe de Estabilidad Financiera*, second semestre de 2008, Santiago. Adresse consultée: http://www.bcentral.cl/publicaciones/politicas/pdf/ief2008_2.pdf.

Banque centrale du Chili (2009), *Informe de Política Monetaria*, mai. Adresse consultée: <http://www.bcentral.cl/publicaciones/politicas/pdf/ipm052009.pdf>.

Banque mondiale (2004), *República de Chile. Análisis del Sistema de Contratación Pública del País*, Rapport n° 28914-CL, août, Washington D.C.

Banque mondiale (2008), *Doing Business 2009, Country Profile for Chile*, Washington, D.C. Adresse consultée: <http://www.doingbusiness.org/>.

Becerra, G. (2005), "Arancel efectivo de la importaciones chilenas: 2000-2005", dans *Estudios Económicos Estadísticos* N° 50, Banco Central de Chile, Santiago du Chili.

Cámara Marítima y Portuaria de Chile, A.G. (2007), *Anuario 2007*, Valparaíso. Adresse consultée: <http://www.camport.cl/anuario2007/indice.htm>.

CIMA Ingeniería EIRL (2008), *Diagnóstico del Modo de Transporte Marítimo*, étude commanditée par le Ministère des télécommunications et des transports du Chili. Adresse consultée: <http://www.subtrans.cl/subtrans/maritimo/maritimo.php>.

COCHILCO, *Anuario de Estadísticas del Cobre y Otros Minerales 1989-2008*. Adresse consultée: <http://www.cochilco.cl>.

CODELCO (2008), Rapport annuel 2008, Santiago du Chili.

Contreras, Rodrigo, Chef du Département de l'accès aux marchés, DIRECON (non daté), "Chile: Experiencia en Normas de Origen y Procedimientos Aduaneros", exposé powerpoint. Adresse consultée: www.sedi.oas.org/.../Administracion%20de%20las%20Reglas%20de%20Origen/.

FMI (2004a), *Chile: Financial System Stability Assessment*, IMF Country Report N° 04/269, Washington, D.C., août. Adresse consultée: <http://ideas.repec.org/p/imf/imfscr/04-269.html>.

FMI (2004b), *Chile: Financial Sector Assessment Program – Detailed Assessment of Observance of the IMF Code of Good Practices on Transparency in Monetary and Financial Policies*, IMF Country Report N° 04/326, Washington, D.C., octobre. Adresse consultée: <http://ideas.repec.org/p/imf/imfscr/04-326.html>.

FMI (2005), *Chile Selected Issues*, IMF Country Report N° 05/316, Washington, D.C., septembre. Adresse consultée: <http://ideas.repec.org/p/imf/imfscr/05-316.html>.

FMI (2008), *Chile: 2008 Article IV Consultation - Staff Report; Staff Statement; Public Information Notice on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for Chile*. IMF Country Report N° 08/240, Washington D.C., juillet. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2008/cr08240.pdf>.

FMI (2009), *Chile's Structural Fiscal Surplus Rule: A Model-Based Evaluation*. Par Michael Kumhof et Douglas Laxton, IMF Working Paper, WP/09/88, Research Department. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2009/wp0988.pdf>.

Litvak, Jorge (2004), *Reconocimiento de Títulos Extranjeros en Chile*. Adresse consultée: http://www.cse.cl/public/Secciones/SeccionPublicaciones/doc/49/cse_articulo426.pdf.

Ministère des finances (2008), *Informe de Finanzas Públicas, Proyecto de Ley de Presupuestos del Sector Público para el año 2009*, par A. Arenas de Mesa, Directeur du budget auprès de la Commission spéciale mixte du Congrès national chargée du budget, octobre, Santiago du Chili.

Ministère des mines (2005), *Política Minera del Bicentenario*, Santiago du Chili.

OCDE (2004), *Country Studies. Chile – Peer Review of Competition Law and Policy, 2004*, Paris.

OCDE (2007), *Études économiques de l'OCDE: Chili 2007*, Paris.

OCDE (2008), *OECD Review of Agricultural Policies: Chile*, Paris.

OCDE (2009a), *Politiques agricoles des économies émergentes 2009*, Paris.

OCDE (2009b), OECD Social, Employment and Migration Working Papers No. 86, *Pension reform in Chile revisited: what has been learned?*, Iglesias-Palau, PrimAmerica Consultores, 8 avril. Adresse consultée: <http://www.oecd.org/els/workingpapers>.

OMC (1997), Examen des politiques commerciales: Chili, Genève.

OMC (2003), Examen des politiques commerciales: Chili, Genève.

OMC (2007), Rapport sur le commerce mondial 2007, Genève.

Sáez, Sebastián (2006), "Keeping Animal Spirits Asleep: The Case of Chile". Dans Finger, J.M. et J.J. Nogués, *Safeguards and Antidumping in Latin American Trade Liberalization. Fighting Fire with Fire*, Washington, D.C., The World Bank and Palgrave Macmillan.

SAFP (Direction générale des pensions) (2006), *El Sistema Chileno de Pensiones*. Adresse consultée: http://www.safp.cl/573/articles-3721_inicio.pdf.

SAFP (Direction générale des pensions) (2009), *Informe. Inversiones y Rentabilidad de los Fondos de Pensiones. Marzo 2009*, Santiago du Chili. Adresse consultée: http://www.safp.cl/573/articles-5975_recurso_1.pdf.

SBIF (Direction générale des banques et des institutions financières) (2009), *Informe de Actividades 2008, Superintendencia de Bancos e Instituciones Financieras*, exposé powerpoint, janvier, Santiago.

SCL Econometrics, S.A. (2008), *Análisis de las condiciones de competencia en el mercado de la telefonía local, Informe Final*, Santiago du Chili, août. Adresse consultée: <http://www.scl-econometrics.cl>.

SUBTEL (Sous-Secrétariat aux télécommunications) (2008), *Informe Annual de Actividad del Sector de Telecomunicaciones, Año 2007*, Santiago du Chili. Adresse consultée: <http://www.subtel.cl>.

Système des entreprises publiques (SEP) (2008), *Informe del Panel de Expertos Portuarios*, Santiago du Chili, janvier. Adresse consultée: <http://www.camport.cl>.

The Economist Intelligence Unit (2008), *Chile: Country Profile 2008*, Londres.

Valdés, Rodrigo (2007), *Inflation Targeting in Chile: Experience and Selected Issues*, Banco Central de Chile, Documentos de Política Económica N° 22, novembre. Adresse consultée: <http://www.bcentral.cl/estudios/documentos-politica-economica/pdf/dpe22.pdf>.